

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 320

5 février 2014

SOMMAIRE

1798 AOG Energy Master Fund	15343	Parkett Dier G.m.b.H.	15358
Abbott International Luxembourg S.à r.l.	15359	Pats S.A.	15359
Campus Contern Colibri S.A.	15360	Paul Capital European Investments S.à r.l.	15358
CF Special Opportunities S.A.	15356	Perspective S.A.	15343
Chamisco	15356	Petro Ventures S.A.	15343
Daki S.A.	15358	P M R	15358
DSI International S.à.r.l.	15355	Pyxis Commercial Management	15360
Duferco Logistic S.A.	15355	Reflexolux S.à r.l.	15357
Duferco Participations Holding S.A.	15355	Riomas S.A. - S.P.F.	15357
Endo Global S.A. SPF	15356	RL Private Holding S.à r.l.	15357
Federspiel Federspiel S.à r.l.	15360	Rotavax Luxembourg No. 1 S.à r.l.	15345
Global Emergency Services S.à r.l.	15355	Sanidubrulux	15357
Go S.A.	15360	SB-Finance	15350
G-Team S. à r. l.	15355	Shannon S.à r.l.	15347
GYT S.à r.l.	15360	Simi Consult S.A.	15360
MC Luxembourg S.A.	15343	Smartmove S.à r.l.	15359
Nerium S.A.	15357	Smartmove S.à r.l.	15359
Nuvi Trading Holdings S.A.	15314	Smartmove S.à r.l.	15359
OCM Luxembourg Spirits Holdings S.à r.l.	15318	Smartmove S.à r.l.	15358
Open Marketing Solutions Worldwide S.à r.l.	15357	Sole Resorts S.A.	15359
OPG Investments S.A.	15314	StarCap SICAV	15324
Orco Germany S.A.	15338	Thule Fund S.A., SICAV-SIF	15325
		Voltaire Investment SA	15358

**Nuvi Trading Holdings S.A., Société Anonyme,
(anc. OPG Investments S.A.).**

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 180.475.

L'an deux mille treize, le dix-huit décembre.

Par devant Maître Henri HELLINCKX, notaire de résidence à Luxembourg.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme «OPG INVESTMENTS S.A.», avec siège social à L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch, constituée suivant acte reçu par Maître Carlo Wersandt, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 16 septembre 2013, publié au Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations numéro 2851 du 13 novembre 2013.

L'assemblée est ouverte sous la présidence de Monsieur Ahcène Boulhais, employé privé, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le Président désigne comme secrétaire Madame Laurence Petit, employée privée, demeurant professionnellement à Luxembourg.

L'assemblée élit comme scrutateur Madame Anne-Marie Gregis, employée privée, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le bureau ainsi constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentant d'acter:

I.- Que les actionnaires présents ou représentés et le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence, signée par le président, le secrétaire, le scrutateur et le notaire instrumentant. Ladite liste de présence ainsi que les procurations resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités de l'enregistrement.

II) Qu'il apparaît de cette liste de présence que toutes les quarante-cinq (45) actions représentant l'intégralité du capital social sont représentées à la présente assemblée générale extraordinaire, de sorte que l'assemblée est régulièrement constituée et peut décider valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour dont les actionnaires déclarent avoir parfaite connaissance.

III) Que l'ordre du jour de la présente assemblée est le suivant:

1. Changement de la dénomination de la Société de «OPG INVESTMENTS S.A.» en «NUVI TRADING HOLDINGS S.A.».

2.- Nomination de deux administrateurs supplémentaires.

3.- Création de deux catégories d'Administrateurs: des administrateurs de catégorie A et des administrateurs de catégorie B.

4. Conversion du capital social de US Dollars en Euro.

5.- Modification des articles 10.4, 10.5, 10.6, 10.7, 10.8 et 10.9 des statuts de la Société (les «Statuts»)

L'assemblée générale, après avoir délibéré, prend, à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée décide de changer la dénomination de la Société de «OPG INVESTMENTS S.A.» en «NUVI TRADING HOLDINGS S.A.», et de modifier l'article 1.2 des statuts pour lui donner désormais la teneur suivante:

« **1.2.** La Société existe sous la dénomination de NUVI TRADING HOLDINGS S.A.».

Deuxième résolution

L'assemblée décide de nommer deux administrateurs supplémentaires pour une durée prenant fin lors de l'assemblée générale annuelle de l'an 2018:

Monsieur Luis Manuel Caldeira Vicente, homme d'affaires, né à Turcifal (Portugal), le 19 septembre 1958, demeurant à Rua Major Kanhangulo, nr. 11, Ed. torre Ambiente, apto. B, piso 28. Luanda, Angola,

Monsieur Rui Paulo Alves Da Silva, administrateur, né à Fsta Luzia, Funchal (Madère), le 17 décembre 1966, demeurant à Rua do Rossio, 16-18, Janas, Sintra- Portugal.

Troisième résolution

L'assemblée décide de créer deux catégories d'Administrateurs: des administrateurs de catégorie A et des administrateurs de catégorie B et d'affecter les administrateurs aux catégories suivantes:

Catégorie A:

Monsieur Ahcène Boulhais,
Madame Anne-Marie Gregis
Madame Delphine Bircker

Catégorie B:

Monsieur Luis Manuel Caldeira Vicente

Monsieur Rui Paulo Alves Da Silva.

Le mandat des administrateurs de catégorie A et B expirera lors de l'assemblée générale annuelle de l'an 2018.

Quatrième résolution

L'assemblée décide de convertir le capital social de la Société de quarante-cinq mille Dollars des Etats-Unis (USD 45.000,-) en trente-deux mille cent quarante-trois Euros (EUR 32.143,-) au cours de change de la European Central Bank i.e. 1 USD = 0,71428 EUR. Le capital social sera représenté par trente-deux mille cent quarante-trois (32.143) actions ayant une valeur nominale d'un Euro (EUR 1,-) chacune.

L'article 5.1. aura désormais la teneur suivante:

« **5.1.** Le capital social souscrit est fixé à en trente-deux mille cent quarante-trois Euros (EUR 32.143,-) représenté par trente-deux mille cent quarante-trois (32.143) actions ayant une valeur nominale d'un Euro (EUR 1,-) chacune.»

Cinquième résolution

L'assemblée décide de modifier les articles 10.4, 10.5, 10.6, 10.7, 10.8 et 10.9 des Statuts pour leur donner désormais la teneur suivante:

« **10.4.** Le conseil d'administration ne peut valablement délibérer ou agir que si quatre administrateurs au moins sont présents ou représentés à une réunion du conseil d'administration

10.5. Les décisions sont prises par un vote à la majorité des administrateurs présents ou représentés à la réunion, sauf pour les questions mentionnés ci-dessous, qui devront être approuvés par un vote à la majorité de quatre administrateurs présents ou représentés:

(a) L'acquisition, la cession ou la création de sûretés sur tout bien immobilier ou des biens mobiliers soumis à l'enregistrement;

(b) L'acquisition, la cession ou la création de sûretés sur des participations ou intérêts exercés dans toute société ou entité détenues par la Société;

(c) L'approbation des comptes annuels de la société et la proposition de répartition des résultats;

(d) L'approbation du plan d'activités et du budget annuel de la Société;

(e) L'exécution, la modification ou la résiliation de contrats de prêt, contrats de facilités de crédit, des accords de découvert ou d'autres contrats financiers, ainsi que l'émission de toutes obligations financières similaires, des titres de créance ou de dette de toute nature, à l'exception des prêts classiques à court terme à concurrence d'un montant de EUR 250.000,00;

(f) L'exécution et l'octroi de garanties, nantissements, hypothèques, billets à ordre, obligations, cautionnements ou titres de toute nature, notamment sur les actifs ou les droits (y compris mais non limité aux garanties ainsi qu'aux participations et intérêts détenus par la Société dans ses filiales);

(g) L'exécution, la modification ou la résiliation de contrats, accords ou engagements ne figurant pas dans le champ actuel des activités et des affaires réalisés par la Société;

(h) L'exécution, la modification ou la résiliation de contrats ou d'engagements liés aux investissements et / ou engagements de toute nature qui peuvent porter sur des montants supérieur à 250.000,00 EUR (pour chaque acte considéré de manière individuel ou groupé);

(i) L'exécution, la modification ou la résiliation d'accords de partenariat ou tout autre type de partenariat permanent avec d'autres sociétés ou entités;

(j) L'exécution, la modification ou la résiliation d'accords de location, incluant les contrats de crédit-bail, sur les actifs immobiliers ou mobiliers, ainsi que les contrats de transfert d'activité (et de leur poursuite);

(k) L'acquisition d'actions propres et / ou de bons du Trésor, ainsi que l'émission d'actions, d'options (y compris les stock-options), warrants, obligations ou tout autre instrument de capitaux ou de dette;

(l) l'approbation des propositions de fusion, de scission et / ou transformation de la société;

(m) la définition et la modification des principes comptables de la société;

(n) L'approbation des règlements internes de l'entreprise, y compris mais non limité à la réglementation en matière de gouvernance d'entreprise, les règles de gestion et les politiques de distribution de dividendes;

(o) L'augmentation ou la diminution de l'activité de la société de manière significative;

(p) L'exécution, la modification et la résiliation des contrats avec les membres des organes sociaux de la société ou les personnes ou entités liées;

(q) La nomination des mandataires de la société.»

10.6. Au cas où, lors d'une réunion du Conseil d'Administration, il y a égalité de voix en faveur ou en défaveur d'une résolution, le président du Conseil d'Administration n'aura pas de voix prépondérante. En cas d'égalité, la résolution sera considérée comme rejetée.

L'assemblée décide de renuméroter les articles 10.6, 10.7 et 10.8 en 10.7, 10.8 et 10.9.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Le notaire soussigné qui comprend et parle la langue anglaise, constate que sur demande des comparants, le présent acte de société est rédigé en langue française, suivi d'une version anglaise; sur demande des mêmes comparants, et en cas de divergences entre le texte français et le texte anglais, la version française fera foi.

Et après lecture faite et interprétation donnée de tout ce qui précède à l'assemblée et aux membres du bureau, tous connus du notaire instrumentaire par leurs noms, prénoms, états et demeures, ces derniers ont signé avec Nous notaire le présent acte.

Suit la version anglaise du texte qui précède:

In the year two thousand and thirteen, on the eighteenth day of December.

Before Us Maître Henri HELLINCKX, notary residing in Luxembourg.

Was held an Extraordinary General Meeting of the shareholders of OPG INVESTMENTS S.A., a société anonyme, having its registered office in L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch, incorporated by a deed of Maître Carlo Wersandt, notary residing in Luxembourg, on 16 September 2013, published in the Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations C number 2851 of 13 November 2013.

The meeting is presided by Mr. Ahcène Boulhais, employee, professionally residing in Luxembourg.

The chairman appointed as secretary Mrs. Laurence Petit, employee, professionally residing in Luxembourg.

The meeting elected as scrutineer Mrs Anne-Marie Gregis, employee, professionally residing in Luxembourg.

The board of the meeting having thus been constituted, the chairman declared and requested the notary to state:

I.- That the shareholders present or represented and the number of their shares are shown on an attendance list, signed by the chairman, the secretary, the scrutineer and the undersigned notary. The said list as well as the proxies will be annexed to this document to be filed with the registration authorities.

II.- As it appears from the attendance list, all the forty-five (45) shares representing the entire share capital are represented at the present extraordinary general meeting, so that the meeting is regularly constituted and can validly decide on all the items of the agenda of which the shareholders declare having had full prior knowledge.

III.- That the agenda of the extraordinary general meeting is the following:

1. Amendment of the Company's name from OPG INVESTMENTS S.A. to NUVI TRADING HOLDINGS S.A.;
2. Appointment of two new Managers;
3. Creation of two categories of Managers: Managers A and Managers B;
4. Conversion of the capital currency from US Dollars to Euro;
5. Amendment to articles 10.4, 10.5, 10.6, 10.7, 10.8 and 10.9 of the articles of association of the Company (the Articles)

After the foregoing has been approved by the Meeting, the same unanimously took the following resolutions:

First resolution

The meeting resolves to change the company's name from "OPG INVESTMENTS S.A." into "NUVI TRADING HOLDINGS S.A." and to amend Article 1.2 of the Articles so as to henceforth read as follows:

" **1.2.** The Company will exist under the name of "NUVI TRADING HOLDINGS S.A."

Second resolution

The meeting decides to appoint two (2) additional directors for a period ending at the annual general meeting to be held in 2018:

- Mr Luis Manuel Caldeira Vicente, business man, born on 19 September 1958 in Turcifal (Portugal), resident at Rua Major Kanhangulo, nr.11, Ed. Torre Ambiente, apto. B, piso 28, Luanda, Angola;

- Mr Rui Paulo Alves Da Silva, director, born on 17 December 1966 in Fsta Luzia, Funchal, (Madeira), resident at Rua do Rossio, 16-18, Janas, in Sintra - Portugal.

Third resolution

The meeting decides to create two (2) categories of Directors: Category A Directors and Category B Directors and to split the categories as follows:

Category A:

- Mr Ahcène BOULHAIS,

- Mrs Anne-Marie GREGIS
- Mrs Delphine BIRCKER,

Category B:

- Mr Luis Manuel Caldeira Vicente,
- Mr Rui Paulo Alves Da Silva.

The mandate of the A and B Directors will lapse at the Annual General Meeting of the year 2018.

Fourth resolution

The general meeting resolves to convert the currency of the subscribed share capital of the Company from forty five thousand United States Dollars (USD 45,000.00) into thirty two thousand one hundred forty three euros (EUR 32,143) at the exchange rate quoted by the European Central Bank, i.e. 1 USD = 0.71428 EUR. The share capital of the Company is now represented by thirty two thousand one hundred forty three (32,143) shares having a par value of one Euro (EUR 1.-) each.

Article 5.1 shall henceforth read as follows:

" **5.1.** The subscribed share capital is set at thirty-two thousand one hundred and forty-three Euro (EUR 32,143), consisting of thirty-two thousand one hundred and forty-three (32,143) shares having a par value of one Euro (EUR 1.-) each."

Fifth resolution

The meeting resolves to amend articles 10.4, 10.5, 10.6, 10.7, 10.8 and 10.9 of the Articles, so that they shall henceforth read as follows:

" **10.4.** The Board of Directors may deliberate or act validly only if at least a majority of four directors is present or represented at a meeting of the Board of Directors".

10.5. Decisions shall be taken by a majority vote of the directors present or represented at such meeting, except for the matters listed herein below, which must be approved by a majority vote of four directors present or represented:

- (a) Acquisition and transfer of, or creation of encumbrances over, any real estate asset or moveable assets subject to registration;
- (b) Acquisition and transfer of, or creation of encumbrances over, any stakes or interest held in any company or entity;
- (c) Approval of annual accounts of the company and proposal of allocation of results;
- (d) Approval of the business plan and of the annual budget of the company;
- (e) Execution, amendment or termination of loan agreements, credit facility contracts, overdraft agreements or any other financial contracts, as well as undertaking of any similar financial obligations, debt instruments or indebtedness of any kind, except for standard short-term loans up to the amount of EUR 250,000.00;
- (f) Execution and granting of guarantees, pledges, mortgages, promissory notes, bonds, bills or securities of whatsoever nature, notably over the company's assets or rights (including but not limited to guarantees over any stakes and interests held by the company in its subsidiaries);
- (g) Execution, amendment or termination of contracts, agreements or commitments not included within the current scope of activities and business effectively developed by the company;
- (h) Execution, amendment or termination of agreements or undertakings related with investments and/or commitments of whatsoever nature that may involve amounts higher than EUR 250,000.00 (for each individual act or group of connected acts);
- (i) Execution, amendment or termination of joint-venture agreements or any type of permanent partnership with other companies or entities;
- (j) Execution, amendment or termination of any lease or rental agreements, including financial lease contracts, over real estate or moveable assets, as well as contracts of transfer of business (as a going concern);
- (k) Acquisition of treasury shares and/or treasury bonds, as well as issuance of shares, options (including stock-options), warrants, bonds or any other capital or debt instrument;
- (l) Approval of proposals of merger, de-merger and/or transformation of the company;
- (m) Definition and change of the accounting policies of the company;
- (n) Approval of any internal regulations of the company, including but not limited to corporate governance regulations, management regulations and dividend distribution policies;
- (o) Increase or decrease of the activity of the company in a significant manner;
- (p) Execution, amendment and termination of agreements with members of the corporate bodies of the company or with any related persons or entities;
- (q) Appointment of attorneys of the company.

10.6. In the event that in any meeting the number of votes for and against a resolution shall be equal, the chairman of the Board of Directors shall not have a casting vote. In case of a tie, the proposed decision is considered as rejected.

The meeting decides to renumber Articles 10.6, 10.7 and 10.8 into 10.7, 10.8 and 10.9.

There being no further business, the meeting is closed.

Whereof the present deed is drawn up in Luxembourg on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary who speaks and understands English states herewith that the present deed is worded in French followed by an English version; on request of the appearing persons and in case of divergences between the French and the English text, the French version will be prevailing.

The document having been read to the persons appearing all known to the notary by their names, first names, civil status and residences, the members of the board of the meeting signed together with the notary the present deed.

Signé: A. BOULHAIS, L. PETIT, A.-M. GREGIS et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 30 décembre 2013. Relation: LAC/2013/60492. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - Délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 10 janvier 2014.

Référence de publication: 2014007034/228.

(140006952) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 janvier 2014.

OCM Luxembourg Spirits Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 278.275,00.

Siège social: L-1420 Luxembourg, 5-7, avenue Gaston Diderich.

R.C.S. Luxembourg B 118.872.

In the year two thousand and thirteen, on the twenty-ninth day of November,

Before Us Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

was held an extraordinary general meeting (the Meeting) of the sole shareholder of OCM Luxembourg Spirits Holdings S.à r.l., a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée), having its registered office at 5-7, avenue Gaston Diderich, L-1420 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 118.872 (the Company).

The Company was incorporated on August 21, 2006 pursuant to a deed of incorporation, executed before Maître André-Jean-Joseph Schwachtgen, notary then residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. The articles of association of the Company (the Articles) have been amended for the last time by a deed enacted by Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, on August 14, 2013, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations on November 16, 2013, n° 2886, page 138519.

THERE APPEARED:

Stock Spirits Group PLC, an English public limited company, whose registered office is at Solar House, Mercury Park, Wooburn Green, Buckinghamshire, United Kingdom, HP10 0HH, registered with the Registrar for Companies of England under number 08687223;

here represented by Regis Galiotto, notary's clerk, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal.

The said proxy, after having been signed "ne varietur" by the proxyholder of the appearing party and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

Stock Spirits Group PLC, prenamed and represented as stated above, representing the entire share capital of the Company, has requested the undersigned notary to record that:

I. The eleven thousand one hundred and thirty (11,130.-) shares of the Company with a nominal value of twenty-five euro (EUR 25.-) each, representing the entire share capital of the Company of an amount of two hundred seventy-eight thousand two hundred and fifty euro (EUR 278,250.-) are duly represented at the present Meeting which is consequently regularly constituted and may deliberate upon the items on the agenda hereinafter reproduced.

II. The agenda of the Meeting is worded as follows:

1. waiver of the convening notice;

2. suppression of the existing classes of shares of the Company and re-designation of the class A shares, the class A1 shares, the class B shares, the class C shares, the class E shares, the class F shares and the class G shares of the Company into ordinary shares of the Company without designation of a class;

3. increase of the share capital of the Company by an amount of twenty-five euro (EUR 25.-) so as to bring it from its present amount of two hundred seventy-eight thousand two hundred and fifty euro (EUR 278,250.-) represented by

eleven thousand one hundred and thirty (11,130) shares, with a nominal value of twenty-five euro (EUR 25.-) each, to an amount of two hundred seventy-eight thousand two hundred and seventy-five euro (EUR 278,275.-), by way of the issuance of one (1) new ordinary share of the Company;

4. subscription for the new share and payment of the share capital increase specified under item 3 above;
5. subsequent amendment of Article 5 of the Articles;
6. subsequent amendment of Article 6 of the Articles;
7. subsequent suppression of Article 13.4 of the Articles;
8. subsequent suppression of Article 13.5 of the Articles;
9. subsequent amendment of Article 16.2 of the Articles;
10. amendment to the shareholder's register of the Company in order to reflect the above changes with power and authority given to any manager of the Company and to any lawyer or employee of Stibbe Avocats in Luxembourg, acting individually, to reflect the above changes and to proceed on behalf of the Company with the registration of the newly issued share in the shareholder's register of the Company; and
11. miscellaneous.

Now, therefore, the appearing party, represented as above, has requested the undersigned notary to record the following resolutions:

First resolution

The entirety of the share capital of the Company being represented, the Meeting waives the convening notices requirements, the Sole Shareholder considering itself as duly convened and declaring having perfect knowledge of the agenda which has been communicated to it in advance.

Second resolution

The Meeting resolves to suppress the classes of shares of the Company and to re-designate the class A shares, the class A1 shares, the class B shares, the class C shares, the class E shares, the class F shares, the class G shares of the Company into ordinary shares of the Company without designation of a class (the Suppression of Classes) so that the share capital of the Company shall be represented by eleven thousand one hundred and thirty (11,130) ordinary shares in registered form with a nominal value of twenty-five euro (EUR 25.-) each, all subscribed and fully paid-up.

Third resolution

The Meeting resolves to increase the share capital of the Company by an amount of twenty-five euro (EUR 25.-) so as to bring it from its present amount of two hundred seventy-eight thousand two hundred and fifty euro (EUR 278,250.-) represented by eleven thousand one hundred and thirty (11,130) shares, with a nominal value of twenty-five euro (EUR 25.-) each, to an amount of two hundred seventy-eight thousand two hundred and seventy-five euro (EUR 278,275.-), by way of the issuance of one (1) new ordinary share of the Company.

Fourth resolution

The Meeting resolves to accept and record the following subscriptions to and full payment of the share capital increase as follows:

Subscription and Payment

Stock Spirits Group PLC, prenamed and represented as stated above, declares to subscribe to one (1) share of the Company in registered form, with a nominal value of twenty-five euro (EUR 25.-), and to have paid it up in full by a contribution in kind in aggregate amount of one hundred thirty five million five thousand four hundred forty-eight euro and sixty-eight euro cents (EUR 135,005,448.68) consisting of some receivables held by Stock Spirits Group PLC against the Company (the Receivables).

The contribution in kind of the Receivables to the Company, in an aggregate amount of one hundred thirty five million five thousand four hundred forty-eight euro and sixty-eight euro cents (EUR 135,005,448.68) is to be allocated as follows:

(i) an amount of twenty-five euro (EUR 25.-) is to be allocated to the nominal share capital account of the Company, and

(ii) the remainder, i.e. an amount of one hundred thirty five million five thousand four hundred twenty-three euro and sixty-eight euro cents (EUR 135,005,423.68) is to be allocated to the Share Premium Reserve Account (as defined in the Articles) of the Company.

The value of the contribution of the Receivables has been certified to the undersigned notary by one valuation certificate dated November 28, 2013 issued by the management of Stock Spirits Group PLC and respectively acknowledged and approved by the management of the Company which states in essence that:

1. Stock Spirits Group PLC is the legal and beneficial owner of the Receivables;

2. based on generally accepted accountancy principles, the net worth of the Receivables contributed to the Company is valued at least at one hundred thirty five million five thousand four hundred forty-eight euro and sixty-eight euro cents (EUR 135,005,448.68);

3. the Receivables are certain and will be due and payable on their due date without deduction (certaines, liquide et exigible);

4. no impediments, nor legal nor contractual, to the transfer of ownership of the Receivables to the Company exist; and

5. all formalities to transfer the legal ownership of the Receivables to the share capital of the Company have been or will be accomplished by the management of Stock Spirits Group PLC.

Such valuation certificate, after having been signed *ne varietur* by the proxyholder acting on behalf of the appearing party and the undersigned notary, shall remain attached to the present deed to be registered with it.

As a result of the contribution of the Receivables from Stock Spirits Group PLC to the Company, the Receivables are extinguished effective as of the date of the present deed by way of confusion for the purpose of article 1300 of the Luxembourg Civil Code, the Company becoming both creditor and debtor of the Receivables.

Fifth resolution

The Meeting resolves to amend article 5 of the articles of association of the Company which shall read as follows:

“ Art. 5. Capital.

5.1. The share capital of the Company is set at two hundred seventy-eight thousand two hundred and seventy-five euro (EUR 278,275.-) represented by eleven thousand one hundred and thirty-one (11,131) shares in registered form, having a nominal value of twenty-five euro (EUR 25.-) each, all subscribed and fully paid-up.

5.2. The share capital may be increased or decreased one (1) or several times by a resolution of the shareholders, acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles.”

Sixth resolution

The Meeting resolves to amend article 6 of the articles of association of the Company which shall read as follows:

“ Art. 6. Shares.

6.1. Towards the Company, the Company’s shares are indivisible, since only one owner is admitted per share. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

6.2. Shares are freely transferable among shareholders.

Where the Company has a sole shareholder, shares are freely transferable to third parties.

Where the Company has more than one (1) shareholder, the transfer of shares (*inter vivos*) to third parties is subject to the prior approval of the shareholders representing at least three-quarters (3/4) of the share capital.

A share transfer is only binding upon the Company or third parties following a notification to, or acceptance by, the Company in accordance with article 1690 of the Civil Code.

6.3. A register of shareholders is kept at the registered office of the Company and may be examined by each shareholder upon request.

6.4. The Company may redeem its own shares provided that the Company has sufficient distributable reserves for that purpose or if the redemption results from a reduction of the Company’s share capital.”

Seventh resolution

The Meeting resolves to suppress article 13.4 of the articles of association of the Company.

Eighth resolution

The Meeting resolves to suppress article 13.5 of the articles of association of the Company.

Ninth resolution

The Meeting resolves to amend article 16.2 of the articles of association of the Company which shall read as follows:

“ 16.2. The surplus after the realisation of the assets and the payment of the liabilities is distributed to the shareholders in proportion to the shares held by each of them.”

Tenth resolution

The Meeting resolves to amend the register of shareholders of the Company in order to reflect the above changes and empowers and authorises any manager of the Company and any lawyer or employee of *Stibbe Avocats* in Luxembourg, acting individually, to proceed on behalf of the Company with the registration of the newly issued share in the register of shareholders of the Company.

There being no further business, the Meeting is closed.

Estimate of Costs

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of the present deed are estimated at approximately seven thousand Euros (EUR 7,000.-).

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that at the request of the appearing party, the present deed is worded in English followed by a French version. At the request of the same appearing party, in case of discrepancies between the English version and the French version, the English version shall prevail.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this deed.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, the said person signed together with the notary the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille treize, le vingt-neuf novembre.

Par-devant Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg,

s'est tenue une assemblée générale extraordinaire (l'Assemblée) des associés de OCM Luxembourg Spirits Holdings S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 5-7, avenue Gaston Diderich, L-1420 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 118.872 (la Société).

La Société a été constituée le 21 août 2006, suivant un acte de constitution, passé par-devant Maître André-Jean-Joseph Schwachtgen, alors notaire alors de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg. Les statuts de la Société (les Statuts) ont été modifiés pour la dernière fois suivant un acte de Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en date du 14 août 2013, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations le 16 novembre 2013, n° 2886, page 138519.

A COMPARU:

Stock Spirits Group PLC, une société anonyme (public limited company) de droit anglais, ayant son siège social à Solar House, Mercury Park, Wooburn Green, Buckinghamshire, Royaume-Uni, HP 10 0HH, immatriculée au Registre des Sociétés d'Angleterre (Registrar for Companies of England) sous le numéro 08687223;

ici représentée par Régis Galiotto, clerc de notaire, avec adresse professionnelle à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Ladite procuration, après avoir été signée «ne varietur» par le mandataire agissant pour le compte de la partie comparante et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour les formalités de l'enregistrement.

Stock Spirits Group PLC, précitée et représentée comme indiqué ci-dessus et qui représente la totalité du capital social de la Société, a prié le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

I. Les onze mille cent trente (11.130) parts sociales de la Société ayant une valeur nominale de vingt-cinq euros (EUR 25) chacune, qui représentent la totalité du capital social de la Société d'un montant de deux cent soixante-dix-huit mille deux cent cinquante euros (EUR 278.250) sont dûment représentées à la présente Assemblée qui est par conséquent régulièrement constituée et peut délibérer sur les points à l'ordre du jour reproduits ci-après.

II. L'ordre du jour de l'Assemblée est libellé comme suit:

1. renonciation aux formalités de convocation;
2. suppression des classes de parts sociales existantes de la Société et re-désignation des parts sociales de classe A, parts sociales de classe A1, parts sociales de classe B, parts sociales de classe C, parts sociales de classe E, parts sociales de classe F et parts sociales de classe G de la Société en parts sociales ordinaires de la Société sans désignation de classe;
3. augmentation du capital social de la Société d'un montant de vingt-cinq euros (EUR 25) afin de le porter de son montant actuel de deux cent soixante-dix-huit mille deux cent cinquante euros (EUR 278.250) représenté par onze mille cent trente (11.130) parts sociales, ayant une valeur nominale de vingt-cinq euros (EUR 25) chacune, au montant de deux cent soixante-dix-huit mille deux cent soixante-quinze euros (EUR 278.275), par l'émission d'une (1) nouvelles parts sociale ordinaire de la Société;
4. souscription aux nouvelles parts sociales et libération de l'augmentation du capital social indiquée au point 3 ci-dessus;
5. modification subséquente de l'Article 5 des Statuts;
6. modification subséquente de l'Article 6 des Statuts;
7. suppression subséquente de l'Article 13.4 des Statuts;
8. suppression subséquente de l'Article 13.5 des Statuts;
9. modification subséquente de l'Article 16.2 des Statuts;
10. Modification du registre des associés de la Société afin de refléter les changements ci-dessus avec pouvoir et autorité donnés à tout gérant de la Société ainsi qu'à tout avocat ou employé de Stibbe Avocats à Luxembourg, agissant indivi-

duellement, pour refléter les changements ci-dessus et procéder pour le compte et au nom de la Société à l'inscription des parts sociales nouvellement émises dans le registre des associés de la Société; et

11. Divers.

Sur ce, la partie comparante, représentée comme indiqué ci-dessus, a prié le notaire instrumentant d'acter les résolutions suivantes:

Première résolution

La totalité du capital social de la Société étant représentée, l'Assemblée renonce aux formalités de convocation, l'As-socié Unique se considérant lui-même comme ayant été dûment convoqué et déclarant avoir une parfaite connaissance de l'ordre du jour qui lui a été communiqué à l'avance.

Deuxième résolution

L'Assemblée décide de supprimer les classes de parts sociales de la Société et de redésigner les parts sociales de classe A, les parts sociales de classe A1, les parts sociales de classe B, les parts sociales de classe C, les parts sociales de classe E, les parts sociales de classe F et les parts sociales de classe G de la Société en parts sociales ordinaires de la Société (la Suppression des Classes) de sorte que le capital social de la Société soit représenté par onze mille cent trente (11.130) parts sociales ordinaires sous forme nominative d'une valeur nominale de vingt-cinq euros (EUR 25) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées.

Troisième résolution

L'Assemblée décide d'augmenter le capital social de la Société d'un montant de vingt-cinq euros (EUR 25) afin de le porter de son montant actuel de deux cent soixante-dix-huit mille deux cent cinquante euros (EUR 278.250) représenté par onze mille cent trente (11.130) parts sociales, ayant une valeur nominale de vingt-cinq euros (EUR 25) chacune, au montant de deux cent soixante-dix-huit mille deux cent soixante-quinze euros (EUR 278.275), par l'émission d'une (1) nouvelle part sociale ordinaires de la Société.

Quatrième résolution

L'Assemblée décide d'accepter et d'enregistrer les souscriptions suivantes et la libération intégrale de l'augmentation du capital social comme suit:

Souscription et Libération

Stock Spirits Group PLC, précitée et représentée comme indiqué ci-dessus, déclare souscrire à une (1) nouvelle part sociale ordinaires de la Société sous forme nominative, d'une valeur nominale de vingt-cinq euros (EUR 25), et l'avoir libérée intégralement par un apport en nature d'un montant total de cent-trente-cinq millions cinq mille quatre cent quarante-huit euros et soixante-huit euros cents (EUR 135.005.448,68) composé de créances détenues par Stock Spirits Group PLC envers la Société (les Créances).

L'apport en nature des Créances à la Société, d'un montant total de cent-trente-cinq millions cinq mille quatre cent quarante-huit euros et soixante-huit euros cents (EUR 135.005.448,68), sera affecté comme suit:

- (i) un montant de vingt-cinq euros (EUR 25) sera affecté au compte de capital social nominal de la Société, et
- (ii) le restant, soit un montant de cent-trente-cinq millions cinq mille quatre cent vingt-trois euros et soixante-huit euros cents (EUR 135.005.423,68) sera affecté au Compte de Réserve de Prime d'Emission (tel que défini dans les Statuts) de la Société.

La valeur de l'apport des Créances a été certifiée au notaire instrumentant par un certificat d'évaluation daté du 28 novembre 2013 émis par la gérance de Stock Spirits Group PLC et reconnu et approuvé respectivement par la gérance de la Société qui stipule essentiellement que:

1. Stock Spirits Group PLC est le propriétaire légal et bénéficiaire des Créances;
2. basé sur les principes comptables généralement reconnus, la valeur nette des Créances apportées à la Société est évaluée à au moins cent-trente-cinq millions cinq mille quatre cent quarante-huit euros et soixante-huit euros cents (EUR 135.005.448,68);
3. la Créance est certaine, liquide et exigible à sa date d'échéance sans aucune déduction;
4. il n'existe aucun obstacle, ni juridique ni contractuel, à la cession de la propriété des Créances à la Société; et
5. toutes les formalités afin de transférer la propriété juridique des Créances au capital social de la Société ont été ou seront accomplies par la gérance de Stock Spirits Group PLC.

Ce certificat d'évaluation, après avoir été signé ne varietur par le mandataire agissant pour le compte et au nom de la partie comparante, restera annexé au présent acte pour être soumis avec celui-ci aux formalités de l'enregistrement.

Les Créances sont éteintes avec effet à la date du présent acte par voie de confusion pour les besoins de l'article 1300 du Code Civil Luxembourgeois en conséquence de l'apport des Créances à la Société par Stock Spirits Group PLC, la Société devenant à la fois créancier et débiteur des Créances.

Cinquième résolution

L'Assemblée décide de modifier l'article 5 des statuts de la Société qui aura la teneur suivante:

« **Art. 5. Capital.**

5.1. Le capital social de la Société est fixé à deux cent soixante-dix-huit mille deux cent soixante-quinze euros (EUR 278.275) représenté par onze mille cent trente et une (11.131) parts sociales sous forme nominative, ayant une valeur nominale de vingt-cinq euros (EUR 25) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées.

5.2. Le capital social de la Société peut être augmenté ou réduit à une (1) ou plusieurs reprises par une résolution de l'assemblée générale des associés, adoptée selon les modalités de modification des Statuts.»

Sixième résolution

L'Assemblée décide de modifier l'article 6 des statuts de la Société qui aura la teneur suivante:

« **Art. 6. Parts Sociales.**

6.1. Envers la Société, les parts sociales de la Société sont indivisibles, dès lors qu'un seul propriétaire est admis par part sociale. Les copropriétaires doivent désigner une seule personne qui les représente auprès de la Société.

6.2. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

Lorsque la Société a un associé unique, les parts sociales sont librement cessibles aux tiers.

Lorsque la Société a plus d'un (1) associé, la cession des parts sociales (inter vivos) à des tiers est soumise à l'accord préalable des associés représentant au moins les trois-quarts (3/4) du capital social.

Une cession de parts sociales n'est opposable à l'égard de la Société ou des tiers, qu'après avoir été notifiée à la Société ou acceptée par celle-ci conformément à l'article 1690 du Code Civil.

6.3. Un registre des associés est tenu au siège social de la Société et peut être consulté à la demande de chaque associé.

6.4. La Société peut racheter ses propres parts sociales à condition que la Société ait des réserves distribuables suffisantes à cet effet ou que le rachat résulte d'une réduction du capital social de la Société.»

Septième résolution

L'Assemblée décide de supprimer l'article 13.4 des statuts de la Société.

Huitième résolution

L'Assemblée décide de supprimer l'article 13.5 des statuts de la Société.

Neuvième résolution

L'Assemblée décide de modifier l'article 16.2 des statuts de la Société qui aura la teneur suivante:

« **16.2.** Le boni de liquidation après la réalisation des actifs et le paiement des dettes est distribué aux associés proportionnellement aux parts sociales détenues par chacun d'entre eux.»

Dixième résolution

L'Assemblée décide de modifier le registre des associés de la Société afin de refléter les changements ci-dessus et donne pouvoir et autorise tout gérant de la Société ainsi que tout avocat ou employé de Stibbe Avocats à Luxembourg, agissant individuellement, pour procéder pour le compte et au nom de la Société à l'inscription des parts sociales nouvellement émises dans le registre des associés de la Société.

L'ordre du jour étant épuisé, la Séance est levée.

Estimation des Frais

Les dépenses, frais, honoraires et charges, de quelque nature que ce soit, qui incomberont à la Société en raison du présent acte sont estimés à environ sept mille Euros (EUR 7.000,-).

Le notaire soussigné, qui comprend et parle la langue anglaise, déclare par le présent acte qu'à la requête de la partie comparante, le présent acte est rédigé en anglais, suivi d'une version française. A la requête de cette même partie comparante, et en cas de divergences entre la version anglaise et française, la version anglaise fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, à la date indiquée en tête du présent acte.

Et après lecture faite au mandataire de la partie comparante, ledit mandataire a signé ensemble avec le notaire le présent acte original.

Signé: R. GALIOTTO et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg, A.C., le 9 décembre 2013. Relation: LAC/2013/56011. Reçu soixante-quinze euros (75,- EUR).

Le Releveur (signé): I. THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 16 janvier 2014.

Référence de publication: 2014009455/301.

(140009969) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 janvier 2014.

StarCap SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1445 Strassen, 4, rue Thomas Edison.

R.C.S. Luxembourg B 72.359.

Im Jahre zweitausenddreizehn, am dreissigsten Dezember.

Vor dem unterzeichneten Notar Henri HELLINCKX, mit Amtssitz zu Luxemburg,

Sind die Aktionäre der Investmentgesellschaft mit variablem Kapital („société d'investissement à capital variable") "StarCap SICAV", mit Sitz in L-1445 Strassen, 4, rue Thomas Edison, eingetragen im Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg unter der Nummer B 72359, zu einer Außerordentlichen Gesellschafterversammlung zusammengetreten.

Die Gesellschaft wurde gegründet gemäß notarieller Urkunde vom 5. November 1999, veröffentlicht im Mémorial C Nummer 973 vom 17. Dezember 1999. Die Satzung wurde zuletzt abgeändert gemäss Urkunde des Notars Henri Hellinckx vom 29. Dezember 2011, veröffentlicht im Mémorial C Nummer 279 vom 2. Februar 2012.

Die Versammlung wird unter dem Vorsitz von Frau Vera Augsdörfer, Bankangestellte, beruflich wohnhaft in Strassen, eröffnet.

Die Vorsitzende beruft zur Protokollführerin Frau Michelle Pauly, Bankangestellte, beruflich wohnhaft in Strassen.

Die Versammlung wählt einstimmig zur Stimmzählerin Frau Ursula Berg, Bankangestellte, beruflich wohnhaft in Strassen.

Sodann gab die Vorsitzende folgende Erklärungen ab:

I.- Die anwesenden oder vertretenen Aktieninhaber und die Anzahl der von ihnen gehaltenen Aktien sind auf einer Anwesenheitsliste, unterschrieben von den Aktieninhabern oder deren Bevollmächtigte, dem Versammlungsbüro und dem unterzeichneten Notar, aufgeführt. Die Anwesenheitsliste sowie die Vollmachten der vertretenen Aktionäre bleiben gegenwärtiger Urkunde beigelegt um mit derselben einregistriert zu werden.

II.- Die gegenwärtige Generalversammlung wurde einberufen durch Einladungen mit der hiernach angegebenen Tagesordnung veröffentlicht:

- im Mémorial C, vom 27. November 2013 und vom 13. Dezember 2013
- in der Tageszeitung „Tageblatt" am 27. November 2013 und am 13. Dezember 2013,
- in der Tageszeitung Luxemburger Wort am 27. November 2013 und am 13. Dezember 2013,
- im Schweizerischen Handelsamtsblatt am 27. November 2013 und am 13. Dezember 2013,
- auf fundinfo.com,
- auf der Homepage Starcapital S.A., Luxemburg,
- auf der Homepage Erste Bank der oesterreichischen Sparkassen.

III.- Die Tagesordnung hat folgenden Wortlaut:

Tagesordnung

1. Fusion der Investmentgesellschaft inkl. Aktienklassensplit mit Wirkung zum 1. Januar 2014,

2. Zustimmung zur geplanten Fusion der beiden Teilfonds der Investmentgesellschaft StarCap SICAV Starpoint und StarCap SICAV Winbonds + gemäß Artikel 6 Nr. 1 der Satzung mit den Teilfonds StarCapital Starpoint und StarCapital Winbonds plus des Umbrella-Fonds StarCapital, welcher in der Form eines fonds commun de placement errichtet wurde und damit auch zum Verschmelzungsplan. Einhergehend mit der Fusion Zustimmung zum Aktienklassensplit der StarCap SICAV Starpoint Aktienklasse A - EUR (940 076 / LU0114997082) und StarCap SICAV Winbonds + Aktienklasse A (A0J23B / LU0256567925) im Verhältnis 1:10.

Detaillierte Informationen erhalten Sie unter www.starcapital.lu und der dort zum Download bereitgestellten Mitteilungen an die Aktionäre. Eine Papierfassung dieser Mitteilung ist auf Anfrage am Sitz der Verwaltungsgesellschaft, der Depotbank, bei den Zahlstellen und der Vertriebsstelle erhältlich.

3. Auflösung der Investmentgesellschaft durch Fusion.

4. Beschluss über die Hinterlegung der Bücher und Dokumente der Gesellschaft.

IV.- Aus der vorbezeichneten Anwesenheitsliste geht hervor, dass von den 273.899 sich im Umlauf befindenden Aktien, 320 Aktien anlässlich der gegenwärtigen Generalversammlung vertreten sind.

Die Vorsitzende teilt der Versammlung mit, dass eine erste ausserordentliche Generalversammlung mit derselben Tagesordnung für den 26. November 2013 einberufen worden war und dass diese Generalversammlung nicht beschlussfähig war, da die notwendige Anwesenheitsquote nicht erreicht war.

Gegenwärtige Generalversammlung ist gemäss Artikel 67-1 des Gesetzes über die Handelsgesellschaften beschlussfähig, gleich wie viele Anteile anwesend oder vertreten sind.

Alsdann fasst die Generalversammlung einstimmig folgende Beschlüsse:

Erster Beschluss

Die Generalversammlung stimmt gemäß Artikel 6 Nr. 1 der Satzung der geplanten Fusion zum 1. Januar 2014 der beiden Teilfonds der Investmentgesellschaft StarCap SICAV Starpoint und StarCap SICAV Winbonds mit den Teilfonds StarCapital Starpoint und StarCapital Winbonds plus des Umbrella-Fonds StarCapital, welcher in der Form eines fonds commun de placement errichtet wurde zu und stimmt damit auch dem Verschmelzungsplan zu.

Einhergehend mit der Fusion stimmt die Generalversammlung dem Aktienklassensplit der StarCap SICAV Starpoint Aktienklasse A - EUR (940 076 / LU0114997082) und StarCap SICAV Winbonds + Aktienklasse A (A0J23B / LU0256567925) im Verhältnis 1:10 zu.

Eine Kopie des Verschmelzungsplans bleibt gegenwärtiger Urkunde als Anlage beigelegt.

Zweiter Beschluss:

Durch die Fusion wird die Gesellschaft mit Wirkung zum 1. Januar 2014 aufgelöst und die Bücher und Dokumente bleiben während einer Dauer von 5 Jahren am Gesellschaftssitz der aufgelösten Gesellschaft hinterlegt.

Worüber Urkunde aufgenommen zu Strassen, am Datum wie eingangs erwähnt.

Nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden an die Erschienenen, dem beurkundenden Notar nach Namen, gebräuchlichen Vornamen, sowie Stand und Wohnort bekannt, haben die Erschienenen mit dem Sammlungsvorstand und dem beurkundenden Notar gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: V. AUGSDÖRFER, M. PAULY, U. BERG und H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 6 janvier 2014. Relation: LAC/2014/545. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

- FÜR GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG - Der Gesellschaft auf Begehrt erteilt.

Luxemburg, den 22. Januar 2014.

Référence de publication: 2014012620/77.

(140013951) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 janvier 2014.

Thule Fund S.A., SICAV-SIF, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-8070 Bertrange, 31, Z.A. Bourmicht.

R.C.S. Luxembourg B 183.849.

—
STATUTES

In the year two thousand and fourteen, on the seventeenth day of January.

Before the undersigned Maître Henri Hellinckx, Notary, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

Skandia Fonder AB, a private limited fund management company, incorporated and existing under the laws of Sweden, registered with the Swedish Companies Registration Office under number 556317-2310 having its registered office at Lindhagensgatan 86, SE-106 55 Stockholm, Sweden,

here represented by Maître Edouard d'Anterroches, lawyer, residing professionally in Luxembourg, by virtue of a proxy, given on 10 January 2014.

The said proxy initialled ne varietur by the appearing party and the Notary will remain annexed to this deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party, acting in its hereabove stated capacity, has required the officiating Notary to enact the deed of incorporation of a Luxembourg public limited company ("société anonyme") with variable capital, qualifying as a société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé (SICAV-SIF), which it declares organised and the articles of incorporation of which shall be as follows:

Chapter I - Form, Term, Object, Registered Office

Art. 1. Name and Form. There exists among the existing shareholders and those who may become owners of shares in the future, a company in the form of a public limited company ("société anonyme") qualifying as an investment company with variable share capital ("société d'investissement à capital variable") under the name of "Thule Fund S.A., SICAV-SIF" (hereinafter the "Company").

The Company shall keep this name as long as Skandia Fonder AB, a company incorporated and existing under the laws of Sweden, registered with the Swedish Companies Registration Office under number 556317-2310 having its registered office at Lindhagensgatan 86, SE-106 55 Stockholm, Sweden, or any of its parent companies or affiliates is appointed as the AIFM (as defined below) of the Company. In the event the appointment of the AIFM were terminated by the board

of directors for any reason, an extraordinary general meeting of shareholders shall be convened and held, in compliance with article 26 below, within two months from the effective date of the termination of this appointment in order to resolve on the change of name of the Company and amend this article 1 accordingly.

Art. 2. Duration. The Company is incorporated for an unlimited period of time.

Art. 3. Purpose. The purpose of the Company is the investment of the funds available to it in securities of all kinds, undertakings for collective investment as well as any other permissible assets, with a view to spreading investment risks and enabling its shareholders to benefit from the results of the management thereof.

The Company may take any measures and conduct any operations it sees fit for the purpose of achieving or developing its object in accordance with the law dated 13 February 2007 relating to specialised investment funds (the “Law of 13 February 2007”), as such law may be amended, supplemented or rescinded from time to time.

Art. 4. Registered Office. The registered office of the Company shall be in Bertrange, Grand Duchy of Luxembourg. Branches, subsidiaries or other offices may be established, either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a decision of the board of directors. Within the same borough, the registered office may be transferred through simple resolution of the board of directors.

If the board of directors considers that extraordinary events of a political, economic or social nature, likely to compromise the registered office’s normal activity or easy communications between this office and abroad, have occurred or are imminent, it may temporarily transfer the registered office abroad until such time as these abnormal circumstances have ceased completely; this temporary measure shall not, however, have any effect on the Company’s nationality, which, notwithstanding a temporary transfer of its registered office, shall remain a Luxembourg company.

Chapter II - Capital

Art. 5. Share Capital and Notes. The share capital of the Company shall be represented by shares of no nominal value and shall at any time be equal to the total value of the net assets of the Company and its Sub-Funds (as defined in article 7 hereof). The minimum share capital of the Company cannot be lower than the level provided for by the Law of 13 February 2007. Such minimum share capital must be reached within a period of twelve (12) months after the date on which the Company has been authorised as a specialised investment fund under Luxembourg law. Upon incorporation, the initial share capital of the Company was thirty one thousand Euro (EUR 31,000.-) fully paid-up represented by thirty-one (31) founding shares of no nominal value with an initial par value of one thousand Euro (EUR 1,000.-) (the “Founding Shares”).

For the purposes of the consolidation of the accounts the base currency of the Company shall be Swedish Krona (SEK).

The company may also issue debt instruments such as notes. Notes are exclusively restricted to eligible investors in accordance with article 2 of the Law of 13 February 2007.

Art. 6. Capital Variation. The share capital of the Company shall vary, without any amendment to the articles of incorporation, as a result of the Company issuing new shares or redeeming its shares.

Art. 7. Sub-Funds. The board of directors may, at any time, create different categories of shares or notes, each one corresponding to a distinct part or “sub-fund” of the Company’s net assets (hereinafter referred to as a “Sub-Fund”). In such event, it shall assign a particular name to them, which it may amend, and may limit or extend their lifespan if it sees fit.

As between shareholders, each portfolio of assets shall be invested for the exclusive benefit of the relevant Sub-Fund or Sub-Funds. The Company shall be considered as one single legal entity. However, with regard to third parties, in particular towards the Company’s creditors, each Sub-Fund shall be exclusively responsible for all liabilities attributable to it.

The board of directors, acting in the best interest of the Company, may decide, in the manner described in the issuing documents of the Company, that all or part of the assets of two or more Sub-Funds be co-managed amongst themselves on a segregated or on a pooled basis.

For the purpose of determining the share capital of the Company, the net assets attributable to each Sub-Fund shall, if not expressed in Swedish Krona (SEK), be converted into Swedish Krona and the capital shall be the total of the net assets of all Sub-Funds and classes of shares.

Chapter III - Shares

Art. 8. Form of Shares. The shares of the Company may be issued in registered form only.

All shares of the Company issued in registered form shall be registered in the register of shareholders kept by the Company or by one or more persons designated therefore by the Company, and such register shall contain the name of each owner of registered shares, his residence or elected domicile as indicated to the Company, the number of registered shares held by him and the amounts paid.

The inscription of the shareholder’s name in the register of shareholders evidences his right of ownership on such registered shares. The board of directors shall decide whether a certificate for such inscription shall be delivered to the shareholder or whether the shareholder shall receive a written confirmation of his shareholding.

The share certificates, if any, shall be signed by any two (2) members of the board of directors. Such signatures shall be either manual, or printed, or in facsimile. The Company may issue temporary share certificates in such form as the board of directors may determine.

Shareholders entitled to receive registered shares shall provide the Company with an address to which all notices and announcements may be sent. Such address will also be entered into the register of shareholders.

In the event that a shareholder does not provide an address, the board of directors may permit a notice to this effect to be entered into the register of shareholders and the shareholder's address will be deemed to be at the registered office of the Company, or at such other address as may be so entered into the register of shareholders by the Company from time to time, until another address shall be provided to the Company by such shareholder. A shareholder may, at any time, change his address as entered into the register of shareholders by means of a written notification to the Company at its registered office, or at such other address as may be set by the Company from time to time.

A duplicate share certificate may be issued under such conditions and guarantees as the board of directors may determine, including but not restricted to a bond issued by an insurance company, if a shareholder so requests and proves to the satisfaction of the Company that his share certificate has been lost, damaged or destroyed. The new share certificate shall specify that it is a duplicate. Upon its issuance, the original share certificate shall become void.

Damaged share certificates may be cancelled by the Company and replaced by new certificates.

The Company may, at its election, charge to the shareholder the costs of a duplicate or of a new share certificate and all reasonable expenses incurred by the Company in connection with the issue and registration thereof or in connection with the annulment of the original share certificate.

The Company recognises only one single owner per share. If one or more shares are jointly owned or if the ownership of shares is disputed, all persons claiming a right to such share(s) have to appoint one single attorney to represent such share(s) towards the Company. The failure to appoint such attorney implies a suspension of the exercise of all rights attached to such share(s).

The board of directors may decide to issue fractional shares. Such fractional shares shall not be entitled to vote but shall be entitled to participate in the net assets attributable to the relevant Sub-Fund or class of shares on a pro rata basis.

Art. 9. Classes of Shares. The shares of the Company are reserved to institutional, professional or well-informed investors within the meaning of the Law of 13 February 2007 and the Company will refuse to issue shares to the extent the legal or beneficial ownership thereof would belong to persons or companies which do not qualify as institutional, professional or well-informed investors within the meaning of the said law.

The board of directors may decide to issue one or more classes of shares for the Company or for each Sub-Fund.

Each class of shares may differ from the other classes with respect to its cost structure, the initial investment required or the currency in which the net asset value is expressed or any other feature.

Within each class, there may be capitalisation share-type and distribution share-types.

Whenever dividends are distributed on distribution shares, the portion of net assets of the class of shares to be allotted to all distribution shares shall subsequently be reduced by an amount equal to the amounts of the dividends distributed, thus leading to a reduction in the percentage of net assets allotted to all distribution shares, whereas the portion of net assets allotted to all capitalisation shares shall remain the same.

The board of directors may decide not to issue or to cease issuing classes, types or sub-types of shares in one or more Sub-Funds.

The board of directors may, in the future, offer new classes of shares without approval of the shareholders. Such new classes of shares may be issued on terms and conditions that differ from the existing classes of shares, including, without limitation, the amount of the management fee attributable to those shares, and other rights relating to liquidity of shares. In such a case, the issuing documents of the Company shall be updated accordingly.

The board of directors will adopt such provisions as necessary to ensure that any preferential treatment accorded by the Company, or the AIFM with respect to the Company, to a shareholder will not result in an overall material disadvantage to other shareholders, as further disclosed in the Company's issuing document.

Any future reference to a Sub-Fund shall include, if applicable, each class and type of share making up this Sub-Fund and any reference to a type shall include, if applicable, each sub-type making up this type.

Art. 10. Issue of Shares. Subject to the provisions of the Law of 13 February 2007, the board of directors is authorised without limitation to issue an unlimited number of shares at any time without reserving to the existing shareholders a preferential right to subscribe for the shares to be issued.

The board of directors may impose restrictions on the frequency at which shares shall be issued in any class of shares and/or in any Sub-Fund; the board of directors may, in particular, decide that shares of any class and/or of any Sub-Fund shall only be issued during one or more offering periods or at such other periodicity as provided for in the issuing documents of the Company.

In addition to the restrictions concerning the eligibility of investors as foreseen by the Law of 13 February 2007, the board of directors may determine any other subscription conditions such as the minimum amount of subscriptions/commitments, the minimum amount of the aggregate net asset value of the shares of a Sub-Fund to be initially subscribed,

the minimum amount of any additional shares to be issued, the application of default interest payments on shares subscribed and unpaid when due, restrictions on the ownership of shares and the minimum amount of any holding of shares. Such other conditions shall be disclosed and more fully described in the issuing documents of the Company.

Whenever the Company offers shares for subscription, the price per share at which such shares are offered shall be determined in compliance with the rules and guidelines fixed by the board of directors and reflected in the issuing documents of the Company. The price so determined shall be payable within a period as determined by the board of directors and reflected in the issuing documents of the Company.

The board of directors may delegate to any director, manager, officer or other duly authorised agent the power to accept subscriptions, to receive payment of the price of the new shares to be issued and to deliver them.

The Company may, if a prospective shareholder requests and the board of directors so agrees, satisfy any application for subscription of shares which is proposed to be made by way of contribution in kind. The nature and type of assets to be accepted in any such case shall be determined by the board of directors and must correspond to the investment policy and restrictions of the Company or the Sub-Fund being invested in. A valuation report relating to the contributed assets must be delivered to the board of directors by a Luxembourg independent auditor.

Art. 11. Redemption. The board of directors shall determine whether shareholders of any particular class of shares or any Sub-Fund may request the redemption of all or part of their shares by the Company or not, and reflect the terms and procedures applicable in the issuing documents of the Company and within the limits provided by law and these articles of incorporation.

The Company shall not proceed to redemption of shares in the event the net assets of the Company would fall below the minimum capital foreseen in the Law of 13 February 2007 as a result of such redemption.

The redemption price shall be determined in accordance with the rules and guidelines fixed by the board of directors and reflected in the issuing documents of the Company. The price so determined shall be payable within a period as determined by the board of directors and reflected in the issuing documents of the Company. The relevant redemption price may be rounded up or down to the nearest unit of the relevant currency as the board of directors shall determine.

If, as a result of any request for redemption, the number or the aggregate net asset value of the shares held by any shareholder in any class of shares would fall below such number or such value as determined by the board of directors, then the Company may decide that this request be treated as a request for redemption for the full balance of such shareholder's holding of shares in such class.

Furthermore, if, with respect to any given Valuation Day (as defined in article 15 hereof) redemption requests pursuant to this article and conversion requests pursuant to article 13 hereof exceed a certain level determined by the board of directors in relation to the number of shares in issue in a specific Sub-Fund or class and reflected in the issuing documents of the Company, the board of directors may decide that part or all of such requests for redemption or conversion will be deferred for a period and in a manner that the board considers to be in the best interest of the Company. Following that period, with respect to the next relevant Valuation Day, these redemption and conversion requests will be met in priority to later requests.

The Company may redeem shares whenever the board of directors considers a redemption to be in the best interests of the Company or a Sub-Fund.

In addition, the shares may be redeemed compulsorily in accordance with article 14 "Limitation on the ownership of shares" herein.

The Company shall have the right, if the board of directors so determines, to satisfy in specie the payment of the redemption price to any shareholder who agrees by allocating to the shareholder investments from the portfolio of assets of the Company or the relevant Sub-Fund(s) equal to the value of the shares to be redeemed. The nature and type of assets to be transferred in such case shall be determined on a fair and reasonable basis and without prejudicing the interests of the other shareholders of the Company or the relevant Sub-Fund(s) and the valuation used shall be confirmed by a special report of a Luxembourg independent auditor. The costs of any such transfers shall be borne by the transferee.

Art. 12. Transfer of shares. When a shareholder has outstanding obligations vis-a-vis the Company, by virtue of its subscription agreement or otherwise, shares held by such shareholder may only be transferred, pledged or assigned with the written consent from the board of directors, which consent shall not be unreasonably withheld. In such event, any transfer or assignment of shares is subject to the purchaser or assignee thereof fully and completely assuming in writing prior to the transfer or assignment, all outstanding obligations of the seller under the subscription agreement entered into by the seller or otherwise.

Art. 13. Conversion. Unless otherwise determined by the board of directors for certain classes of shares or with respect to specific Sub-Funds in the issuing documents of the Company, shareholders are not entitled to require the conversion of whole or part of their shares of any class of a Sub-Fund into shares of the same class in another Sub-Fund or into shares of another existing class of that or another Sub-Fund. When authorised, such conversions shall be subject to such restrictions as to the terms, conditions and payment of such charges and commissions as the board of directors shall determine.

The conversion price shall be determined in accordance with the rules and guidelines fixed by the board of directors and reflected in the issuing documents of the Company.

If, as a result of any request for conversion, the number or the aggregate net asset value of the shares held by any shareholder in any class of shares would fall below such number or such value as determined by the board of directors, then the Company may decide that this request be treated as a request for conversion for the full balance of such shareholder's holding of shares in such class of shares.

Art. 14. Limitations on the Ownership of Shares. The board of directors, at its discretion, may restrict or block the ownership of shares in the Company by any natural person or legal entity if the board of directors considers that this ownership as such violates the laws of the Grand Duchy of Luxembourg or of any other country, or may subject the Company to taxation in a country other than the Grand Duchy of Luxembourg or may otherwise be detrimental to the Company.

In such instance, the board of directors may:

a) decline to issue any shares and decline to register any transfer of shares when it appears that such issue or transfer might or may have as a result the allocation of ownership of the shares to a person who is not authorised to hold shares in the Company;

b) proceed with the compulsory redemption of all the relevant shares if it appears that a person who is not authorised to hold such shares in the Company, either alone or together with other persons, is the owner of shares in the Company, or proceed with the compulsory redemption of any or a part of the shares, if it appears that one or several persons is or are owner or owners of a proportion of the shares in the Company in such a manner that this may be detrimental to the Company. The following procedure shall be applied:

1. the board of directors shall send a notice (hereinafter called the "redemption notice") to the relevant investor possessing the shares to be redeemed; the redemption notice shall specify the shares to be redeemed, the price to be paid, and the place where this price shall be payable. The redemption notice may be sent to the investor by recorded delivery letter to his last known address. The investor in question shall be obliged without delay to deliver to the Company the certificate or certificates, if there are any, representing the shares to be redeemed specified in the redemption notice. From the closing of the offices on the day specified in the redemption notice, the investor shall cease to be the owner of the shares specified in the redemption notice and the certificates representing these shares shall be rendered null and void in the books of the Company;

2. the price at which the shares specified in the redemption notice shall be redeemed (the "redemption price") shall be determined in accordance with the rules fixed by the board of directors and reflected in the issuing documents of the Company. Payment of the redemption price will be made to the owner of such shares in the reference currency of the relevant class, except during periods of exchange restrictions, and will be deposited by the Company with a bank in Luxembourg or elsewhere (as specified in the redemption notice) for payment to such owner upon delivery of the share certificate or certificates, if issued, representing the shares specified in such notice. Upon deposit of such redemption price as aforesaid, no person interested in the shares specified in such redemption notice shall have any further interest in such shares or any of them, or any claim against the Company or its assets in respect thereof, except the right of the shareholders appearing as the owner thereof to receive the price so deposited (without interest) from such bank upon effective delivery of the share certificate or certificates, if issued, as aforesaid. The exercise by the Company of this power shall not be questioned or invalidated in any case, on the grounds that there was insufficient evidence of ownership of shares by any person or that the true ownership of any shares was otherwise than appeared to the Company at the date of any redemption notice, provided that in such case the said powers were exercised by the Company in good faith.

In particular, the Company may restrict or block the ownership of shares in the Company by any "US Person" unless such ownership is in compliance with the relevant US laws and regulations. The term "US Person" means any resident or person with the nationality of the United States of America or one of their territories or possessions or regions under their jurisdiction, or any other company, association or entity incorporated under or governed by the laws of the United States of America or any person falling within the definition of "US Person" under such laws.

Art. 15. Net Asset Value. The net asset value of the shares in every Sub-Fund, class, type or sub-type of share of the Company shall be determined at least once a year and expressed in the currency(ies) decided upon by the board of directors. The board of directors shall decide the days by reference to which the assets of the Company or Sub-Funds shall be valued (each a "Valuation Day") and the appropriate manner to communicate the net asset value per share, in accordance with the legislation in force.

I. The assets of the Company shall include:

- all cash in hand or on deposit, including any outstanding accrued interest;
- all bills and promissory notes and accounts receivable, including outstanding proceeds of any sale of securities;
- all securities, shares, bonds, time notes, debenture stocks, options or subscription rights, warrants, money market instruments, and all other investments and transferable securities belonging to the relevant Sub-Fund;
- all dividends and distributions payable to the relevant Sub-Fund either in cash or in the form of stocks and shares (the Company may, however, make adjustments to account for any fluctuations in the market value of transferable securities resulting from practices such as ex-dividend or ex-claim negotiations);

- all outstanding accrued interest on any interest-bearing securities belonging to the relevant Sub-Fund, unless this interest is included in the principal amount of such securities;

- the preliminary expenses of the Company or of the relevant Sub-Fund, to the extent that such expenses have not already been written-off;

- the other fixed assets of the Company or of the relevant Sub-Fund, including office buildings, equipment and fixtures; and

- all other assets whatever their nature, including the proceeds of swap transactions and advance payments.

II. The liabilities of the Company shall include:

- all borrowings, bills, promissory notes and accounts payable;

- all known liabilities, whether or not already due, including all contractual obligations that have reached their term, involving payments made either in cash or in the form of assets, including the amount of any dividends declared by the Company regarding each Sub-Fund but not yet paid;

- a provision for any tax accrued to the Valuation Day and any other provisions authorised or approved by the board of directors; and

- all other liabilities of the Company of any kind, with respect to each Sub-Fund, except liabilities represented by shares in the Company. In determining the amount of such liabilities the Company shall take into account all expenses payable by the Company including, but not limited to: formation expenses; expenses in connection with and fees payable to, its investment manager(s), adviser(s), accountants, custodian and correspondents, registrar, transfer agents, paying agents, brokers, distributors, permanent representatives in places of registration and auditors; administration, domiciliary services, promotion, printing, reporting, publishing (including advertising or preparing and printing of issuing documents, explanatory memoranda, registration statements, financial reports) and other operating expenses; the cost of buying and selling assets (transaction costs); interest and bank charges as well as taxes and other governmental charges.

The Company may calculate administrative and other expenses of a regular or recurring nature on an estimated basis yearly or for other periods in advance and may accrue the same in equal proportions over any such period.

III. The value of the assets of the Company shall be determined as follows:

- the value of any cash in hand or on deposit, discount notes, bills and demand notes and accounts receivable, prepaid expenses, cash dividends and interest declared or accrued as aforesaid and not yet received, shall be equal to the entire amount thereof, unless the same is unlikely to be paid or received in full, in which case the value thereof shall be determined after making such discount as the board of directors may consider appropriate in such case to reflect the true value thereof;

- the value of all portfolio securities and money market instruments or derivatives that are listed on an official stock exchange or traded on any other regulated market will be based on the last available price on the principal market on which such securities, money market instruments or derivatives are traded, as supplied by a recognised pricing service approved by the board of directors. If such prices are not representative of the fair value, such securities, money market instruments or derivatives as well as other permitted assets may be appraised at a fair value at which it is expected that they may be resold, as determined in good faith under the direction of the board of directors;

- the value of securities and money market instruments which are not quoted or traded on a regulated market will be appraised at a fair value at which they are expected to be resold, as determined in good faith under the direction of the board of directors;

- the value of investments in private equity securities will be appraised at a fair value under the direction of the board of directors in accordance with appropriate professional standards, such as, without limitation, the Valuation Guidelines published by the European Private Equity and Venture Capital Association (EVCA), as further specified in the issuing documents of the Company;

- investments in real estate assets shall be valued with the assistance of one or several independent valuer(s) designated by the board of directors for the purpose of appraising, where relevant, the fair value of a property investment in accordance with its/their applicable standards, such as, for example, the Appraisal and Valuations Standards published by the Royal Institution of Chartered Surveyors (RICS), as further specified in the issuing documents of the Company;

- the amortised cost method of valuation for short-term transferable debt securities in certain Sub-Funds of the Company may be used. This method involves valuing a security at its cost and thereafter assuming a constant amortisation to maturity of any discount or premium regardless of the impact of fluctuating interest rates on the market value of the security. While this method provides certainty in valuation, it may result during certain periods in values which are higher or lower than the price which the Sub-Fund would receive if it sold the securities prior to maturity. For certain short term transferable debt securities, the yield to a shareholder may differ somewhat from that which could be obtained from a similar sub-fund which marks its portfolio securities to market on a daily basis;

- the value of the participations in investment funds shall be based on the last available valuation. Generally, participations in investment funds will be valued in accordance with the methods provided by the documents governing such investment funds. These valuations shall normally be provided by the fund administrator or valuation agent of an investment fund. To ensure consistency within the valuation of each Sub-Fund, if the time at which the valuation of an investment fund was calculated does not coincide with the valuation time of any Sub-Fund, and such valuation is determined to have

changed materially since it was calculated, then the net asset value may be adjusted to reflect the change as determined in good faith under the direction of the board of directors;

- the valuation of swaps will be based on their market value, which itself depends on various factors (e.g. level and volatility of the underlying asset, market interest rates, residual term of the swaps). Any adjustments required as a result of issues and redemptions are carried out by means of an increase or decrease in the nominal of the swaps, traded at their market value;

- the valuation of derivatives traded over-the-counter (OTC), such as futures, forward or option contracts not traded on exchanges or on other recognised markets, will be based on their net liquidating value determined, pursuant to the policies established under the direction of the board of directors on the basis of recognised financial models in the market and in a consistent manner for each category of contracts. The net liquidating value of a derivative position is to be understood as being equal to the net unrealised profit/loss with respect to the relevant position;

- the value of other assets will be determined prudently and in good faith under the direction of the board of directors in accordance with the relevant valuation principles and procedures.

The board of directors, at its discretion, may authorise the use of other methods of valuation if it considers that such methods would enable the fair value of any asset of the Company to be determined more accurately.

Where necessary, the fair value of an asset is determined by the board of directors, or by a committee appointed by the board of directors, or by a designee of the board of directors.

All valuation regulations and determinations shall be interpreted and made in accordance with the valuation/accounting principles specified in the issuing documents of the Company.

For each Sub-Fund, adequate provisions will be made for expenses incurred and due account will be taken of any off-balance sheet liabilities in accordance with fair and prudent criteria.

For each Sub-Fund and for each class of shares, the net asset value per share shall be calculated in the relevant reference currency with respect to each Valuation Day by dividing the net assets attributable to such Sub-Fund or class (which shall be equal to the assets minus the liabilities attributable to such Sub-Fund or class) by the number of shares issued and in circulation in such Sub-Fund or class; assets and liabilities expressed in foreign currencies shall be converted into the relevant reference currency, based on the relevant exchange rates.

The Company's net assets shall be equal to the sum of the net assets of all its Sub-Funds.

In the absence of bad faith, gross negligence or manifest error, every decision to determine the net asset value taken by the board of directors or by any bank, company or other organisation which the board of directors may appoint for such purpose, shall be final and binding on the Company and present, past or future shareholders.

Art. 16. Allocation of Assets and Liabilities among the Sub-Funds. For the purpose of allocating the assets and liabilities between the Sub-Funds, the board of directors shall establish a portfolio of assets for each Sub-Fund in the following manner:

- the proceeds from the issue of each share of each Sub-Fund are to be applied in the books of the Company to the portfolio of assets established for that Sub-Fund and the assets and liabilities and income and expenditure attributable thereto are applied to such portfolio subject to the following provisions;

- where any asset is derived from another asset, such derivative asset is applied in the books of the Company to the same portfolio as the asset from which it was derived and on each revaluation of an asset, the increase or decrease in value is applied to the relevant portfolio;

- where the Company incurs a liability which relates to any asset of a particular portfolio or to any action taken in connection with an asset of a particular portfolio, such liability is allocated to the relevant portfolio;

- in the case where any asset or liability of the Company cannot be considered as being attributable to a particular portfolio, such asset or liability is as a rule allocated to all the Sub-Funds pro rata to their net asset values; notwithstanding the foregoing, if and when specific circumstances so justify, such asset or liability may be allocated to all Sub-Funds in equal parts;

- upon the payment of dividends to the holders of shares in any Sub-Fund, the net asset value of such Sub-Fund shall be reduced by the amount of such dividends.

Towards third parties, the assets of a given Sub-Fund will be liable only for the debts, liabilities and obligations concerning that Sub-Fund. In relations between shareholders, each Sub-Fund is treated as a separate entity.

Art. 17. Suspension of Calculation of the Net Asset Value. The determination of the net asset value and/or, where applicable, the subscription, redemption and/or conversion of shares, for one or more Sub-Funds, in the following cases:

- when the stock exchange(s) or market(s) that supplies/supply prices for a significant part of the assets of one or several Sub-Funds are closed, or in the event that transactions on such a market are suspended, or are subject to restrictions, or are impossible to execute in volumes allowing the determination of fair prices;

- when the information or calculation sources normally used to determine the value of a Sub-Fund's assets are unavailable, or if the value of a Sub-Fund's investment cannot be determined with the required speed and accuracy for any reason whatsoever;

- when exchange or capital transfer restrictions prevent the execution of transactions of a Sub-Fund or if purchase or sale transactions of a Sub-Fund cannot be executed at normal rates;
- when the political, economic, military or monetary environment or an event of force majeure, prevent the Company from being able to manage normally its assets or its liabilities and prevent the determination of their value in a reasonable manner;
- when, for any other reason, the prices of any significant investments owned by a Sub-Fund cannot be promptly or accurately ascertained;
- when the Company or any of the Sub-Funds is/are in the process of establishing exchange parities in the context of a merger, a contribution of assets, an asset or share split or any other restructuring transaction;
- in exceptional circumstances, whenever the Company considers it necessary in order to avoid irreversible negative effects on one or more Sub-Funds, in compliance with the principle of equal treatment of shareholders in their best interests.

In the event of exceptional circumstances which could adversely affect the interest of the shareholders or insufficient market liquidity, the board of directors reserves its right to determine the net asset value of the shares of a Sub-Fund only after it shall have completed the necessary purchases and sales of securities, financial instruments or other assets on the Sub-Fund's behalf.

When shareholders are entitled to request the redemption or conversion of their shares, if any application for redemption or conversion is received in respect of any relevant Valuation Day (the "First Valuation Day") which either alone or when aggregated with other applications so received, is above the liquidity threshold determined by the board of directors for any one Sub-Fund, the board of directors reserves the right in its sole and absolute discretion (and in the best interests of the remaining shareholders) to scale down pro rata each application with respect to such First Valuation Day so that no more than the corresponding amounts be redeemed or converted on such First Valuation Day. To the extent that any application is not given full effect on such First Valuation Day by virtue of the exercise of the power to pro-rate applications, it shall be treated with respect to the unsatisfied balance thereof as if a further request had been made by the shareholder in respect of the next Valuation Day and, if necessary, subsequent Valuation Days, until such application shall have been satisfied in full. With regard to any application received in respect of the First Valuation Day, to the extent that subsequent applications shall be received in respect of following Valuation Days, such later applications shall be postponed in priority to the satisfaction of applications relating to the First Valuation Day, but subject thereto shall be dealt with as set out in the preceding sentence.

The suspension of the calculation of the net asset value and/or where applicable, of the subscription, redemption and/or conversion of shares, shall be notified to the relevant persons through all means reasonably available to the Company, unless the board of directors is of the opinion that a publication is not necessary considering the short period of the suspension.

Such a suspension decision shall be notified to any shareholders requesting redemption or conversion of their shares.

The suspension measures provided for in this article may be limited to one or more Sub-Funds.

Chapter IV - Administration and Management of the Company

Art. 18. Administration. The Company shall be managed by a board of directors composed of not less than three (3) members and not more than five (5) members, who need not be shareholders of the Company.

They shall be elected by the general meeting of shareholders, which shall further determine the number of directors and their remuneration and the term of their office.

The holder(s) of the Founding Shares is/are entitled to propose to the general meeting of shareholders of the Company a list containing the names of candidates for the position of directors of the Company (the "List of Candidates"). The majority of directors of the Company shall be appointed out of such a List of Candidates.

The List of Candidates submitted by the holder(s) of the Founding Shares shall indicate a number of candidates equal to at least twice the number of directors to be appointed out of such a list.

The candidates of the List of Candidates having received the highest number of votes will be elected.

For avoidance of doubt, no director of the Company can be co-opted by the other directors of the Company pursuant to article 51 of the 1915 Law.

Directors shall remain in office for a term not exceeding six (6) years and until their successors are approved by the Luxembourg supervisory of the financial sector and elected or they are re-elected for one (1) or several additional mandate (s). However a director may be removed with or without cause and/or replaced at any time by a resolution adopted by the general meeting of shareholders at any time.

In the event that, in any meeting of the board of directors, the number of votes for and against a resolution shall be equal, the chairman shall have a casting vote.

Art. 19. Operation and Meetings. The board of directors shall choose a chairman from among its members and may elect one or more vice-chairmen from among them. The board of directors may also appoint a secretary, who need not be a director and who shall be responsible for writing and keeping the minutes of the meetings of the board of directors as well as of the meetings of shareholders.

The board of directors shall meet when convened by the chairman or any two (2) directors, at the place indicated in the notice of the meeting.

The chairman shall preside over all the meetings of the board of directors and of the shareholders. In his absence the shareholders or the board of directors may appoint another director as chairman pro tempore by vote of the majority present at any such meeting.

Written notice of any board meeting shall be given to all directors at least twenty-four hours prior to the time set for the meeting, except in circumstances of emergency, in which case the nature of and reasons for this emergency shall be stated in the convening notice of the meeting. This notice may be waived by the consent in writing or by cable or telegram or telefax or telex of each director. A special notice shall not be required for a meeting of the board of directors being held at a time and a place determined in a prior resolution adopted by the board of directors.

Any director may arrange to be represented at board meetings by appointing in writing or by cable or telegram or telefax or telex another director to act as a proxy. A director may represent several of his colleagues.

Any director may participate in a meeting of the board of directors by conference call or similar means of communications equipment whereby all persons participating in the meeting can hear each other, and participating in a meeting by such means shall constitute presence in person at such meeting.

The board of directors may validly deliberate or act if at least the majority of the directors are present or represented at the meeting of the board of directors. If the quorum is not satisfied, another meeting shall be convened. Decisions shall be taken by a majority vote of the directors present or represented.

Notwithstanding the foregoing, a resolution of the board of directors may also be passed in writing and may consist of one or several documents containing the resolutions and signed by each and every director.

Art. 20. Minutes. The minutes of the meetings of the board of directors shall be signed by the chairman or, in his absence, by the chairman pro tempore who presided over such meeting.

Copies of or extracts of the minutes, which may be used for legal or other purposes, shall be signed by the chairman and any director.

Art. 21. Powers of the Board of Directors. The board of directors is vested with the widest powers to manage the business of the Company and to take all actions of disposal and administration which are in line with the objectives of the Company. All powers not expressly reserved by law or by these articles of incorporation to the general meeting of shareholders are in the competence of the board of directors.

The board of directors shall determine, applying the principle of risk spreading, the investment policies and strategies of the Company and of each Sub-Fund, as well as the course of conduct of the management and business affairs of the Company, as set forth in the issuing documents of the Company, in compliance with applicable laws and regulations.

The Company is authorized to employ techniques and instruments to the full extent permitted by law for the purpose of efficient portfolio management.

The board of directors may appoint investment advisers and managers, as well as any other management or administrative agents. The board of directors may enter into agreements with such persons or companies for the provision of their services, the delegation of powers to them, and the determination of their remuneration to be borne by the Company.

Art. 22. Corporate Signature. Vis-à-vis third parties, the Company is validly bound by the joint signatures of any two (2) directors, or by the joint signature of any officer(s) of the Company or of any other person(s) to whom authority has been delegated by the board of directors.

Art. 23. Delegation of Power. The board of directors may delegate, under its overall responsibility and control, its powers to conduct the daily management and affairs of the Company (including the right to act as authorised signatory for the Company) and its powers to carry out acts in furtherance of the corporate policy and purpose to directors or officers of the Company or to one or several natural persons or corporate entities, which need not be members of the board of directors. Such delegated persons shall have the powers determined by the board of directors and may be authorised to sub-delegate their powers.

The Company will appoint a management company qualifying as an alternative investment fund manager (“AIFM”) in compliance with the law of 12 July 2013 on alternative investment funds managers. Decision with respect to the appointment and the removal of the AIFM is made by the board of directors, subject to the prior authorization of the Commission de Surveillance du Secteur Financier (CSSF). The AIFM, subject to the overall supervision, approval and direction of the board of directors, provide certain portfolio management, liquidity management, risk and compliance management services and such other support as agreed from time to time between the Company and the AIFM, subject to the investment policies and objectives set out in the sales documents of the Company.

Art. 24. Conflict of Interest. No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the directors or officers of the Company is interested in, or is a director, associate, officer or employee of, such other company or firm.

For the avoidance of doubt, any director or officer of the Company who serves as a director, executive, authorised representative or employee of a company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business relations, shall not, by reason of such affiliation with such company or firm, be prevented from considering and voting or acting upon any matters related to such contracts or business dealings.

In the event that any director or officer of the Company has any personal interest in any transaction of the Company, such director or officer shall inform the board of directors of such personal interest and shall not consider or vote upon any such transaction. Such director's or officer's interest therein shall be reported to the next general meeting of shareholders.

The term "personal interest", as used in the preceding sentence, shall not include any relationship with or interest in any matter, position or transaction involving Livförsäkringsaktiebolaget Skandia, ömsesidigt with company register n° 516406-0948, having its registered office at Lingsgatan, 86, 106-55 Stockholm, Sweden, or any of its subsidiaries or affiliated companies or such other company or entity as may from time to time be determined by the board of directors in its discretion.

Art. 25. Indemnification. Each member of the board of directors, manager, officer, or employee of the Company ("Indemnified Persons") will be exculpated and entitled to indemnification to the fullest extent permitted by law by the Company against any cost, expense (including attorneys' fees), judgment and/or liability, reasonably incurred by, or imposed upon such person in connection with any action, suit or proceeding (including any proceeding before any administrative or legislative body or agency) to which such person may be made a party or otherwise involved or with which such person will be threatened by reason of being or having been an Indemnified Person; provided, however, that any such person will not be so indemnified with respect to any matter as to which such person is determined not to have acted in good faith in the best interests of the Company and the relevant Sub-Funds or with respect to any manner in which such person acted in a grossly negligent manner or in material breach of the constitutive documents of the Company or any provisions of relevant service agreement. Notwithstanding the foregoing, advances from funds of the Company to a person entitled to indemnification hereunder for legal expenses and other costs incurred as a result of a legal action will be made only if the following three conditions are satisfied: (1) the legal action relates to the performance of duties or services by such person on behalf of the Company; (2) the legal action is initiated by a third party to the Company; and (3) such person undertakes to repay the advanced funds in cases in which it is finally and conclusively determined that it would not be entitled to indemnification hereunder.

The Company shall not indemnify the Indemnified Persons in the event of claim resulting from legal proceedings between the Company and each member of the board of directors, manager, partner, shareholder, director, officer, employee, agent or controlling person of the same.

Chapter V - General Meetings

Art. 26. General Meetings of the Company. The general meeting of shareholders shall represent all the shareholders of the Company. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Company, provided that such power is expressly reserved by law or by these articles of incorporation to the general meeting of shareholders and does not conflict with the competence of the board of directors.

The annual general meeting of shareholders shall be held in the Grand Duchy of Luxembourg, either at the Company's registered office or at any other location in the Grand Duchy of Luxembourg, to be specified in the notice of the meeting, at 2.00 p.m. on the second Thursday of June. If this day is not a banking day in the Grand Duchy of Luxembourg, the annual general meeting of shareholders shall be held on the next banking day. The annual general meeting of shareholders may be held abroad if the board of directors, acting with sovereign powers, decides that exceptional circumstances so require.

Other general meetings of shareholders may be held at the place and on the date specified in the notice of meeting.

General meetings of shareholders shall be convened by the board of directors pursuant to a notice setting forth the agenda and sent by registered letter at least eight (8) days prior to the meeting to each registered shareholder at the shareholder's address recorded in the register of shareholders. The giving of such notice to registered shareholders need not be justified to the meeting.

If all shareholders are present or represented and consider themselves as being duly convened and informed of the agenda, the general meeting of shareholders may take place without notice of meeting.

The board of directors may determine all other conditions that must be fulfilled by shareholders in order to attend any meeting of shareholders.

Each share, whatever its value, shall provide entitlement to one vote. Fractions of shares do not give their holders any voting right.

Shareholders may take part in meetings by designating in writing or by facsimile, telegram or telex, other persons to act as their proxy.

The requirements for participation, the quorum and the majority at each general meeting are those outlined in articles 67 and 67-1 of the law dated 10 August 1915 on commercial companies, as amended.

Any resolution of a meeting of shareholders to the effect of amending these articles of incorporation must be passed with (i) a presence quorum of fifty percent (50%) of the shares issued by the Company at the first call and, if not achieved, with no quorum requirement for the second call, and (ii) the unanimous approval (100%) of the votes validly cast by the shareholders present or represented at the meeting.

In accordance with article 68 of the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended, any resolution of the general meeting of shareholders of the Company, affecting the rights of the holders of shares of any Sub-Fund, class or type vis-à-vis the rights of the holders of shares of any other Sub-Fund or Sub-Funds, class or classes, type or types shall be subject to a resolution of the general meeting of shareholders of such Sub-Fund or Sub-Funds, class or classes, type or types. The resolutions, in order to be valid, must be adopted in compliance with the quorum and majority requirements referred herein, with respect to each Sub-Fund or Sub-Funds, class or classes, type or types concerned.

Art. 27. General Meetings in a Sub-Fund or in a Class of Shares. The provisions of article 26 shall apply, mutatis mutandis, to such general meetings.

Unless otherwise provided for by law or herein, the resolutions of the general meeting of shareholders of a Sub-Fund or of a class of shares are passed by a simple majority vote of the shareholders present or represented.

Art. 28. Termination and Amalgamation of Sub-Funds or Classes of Shares. In the event that, for any reason whatsoever, the value of the total net assets in any Sub-Fund or the value of the net assets of any class of shares within a Sub-Fund has decreased to, or has not reached, an amount determined by the board of directors to be the minimum level for such Sub-Fund, or such class of shares, to be operated in an economically efficient manner or in case of a substantial modification in the political, economic or monetary situation or as a matter of economic rationalisation, the board of directors may decide to redeem all the shares of the relevant class or classes at the net asset value (taking into account actual realisation prices of investments and realisation expenses) calculated with reference to the Valuation Day in respect of which such decision shall be effective. The board of directors shall serve a notice to the shareholders of the relevant class or classes prior to the effective date for the compulsory redemption, which will indicate the reasons and the procedure for the redemption operations. Where applicable and unless it is otherwise decided in the interests of, or to keep equal treatment between the shareholders, the shareholders of the Sub-Fund or of the class of shares concerned may continue to request redemption of their shares free of charge (but taking into account actual realisation prices of investments and realisation expenses) prior to the date effective for the compulsory redemption.

Notwithstanding the powers conferred to the board of directors by the preceding paragraph, the general meeting of shareholders of any one or all classes of shares issued in any Sub-Fund will, in any other circumstances, have the power, upon proposal of the board of directors, to decide the redemption of all the shares of the relevant class or classes and refund to the shareholders the net asset value of their shares (taking into account actual realisation prices of investments and realisation expenses) calculated with reference to the Valuation Day in respect of which such decision shall take effect. There shall be no quorum requirements for such general meeting of shareholders which shall decide by resolution taken by simple majority of those present or represented and voting at such meeting.

Assets which may not be distributed to their beneficiaries upon the implementation of the redemption will be deposited with the depositary of the Company until they are remitted with the *caisse de consignation* on behalf of the persons entitled thereto, in compliance with the deadlines foreseen under the applicable legal and/or regulatory requirements.

Under the same circumstances as provided by the first paragraph of this article, the board of directors may decide to allocate the assets of any Sub-Fund to those of another existing Sub-Fund within the Company, or to another Luxembourg undertaking for collective investment organised under the provisions of the Law of 13 February 2007 or the law dated 20 December 2002 concerning undertakings for collective investment, as amended, or to another sub-fund within such other undertaking for collective investment (the “new sub-fund”) and to re-designate the shares of the class or classes concerned as shares of the new sub-fund (following a split or consolidation, if necessary, and the payment of the amount corresponding to any fractional entitlement to shareholders). Such decision will be published in the same manner as described in the first paragraph of this article one month before its effectiveness (and, in addition, the publication will contain information in relation to the new sub-fund), in order to enable shareholders to request redemption of their shares, free of charge, during such period. Shareholders who have not requested redemption will be transferred de jure to the new sub-fund.

Notwithstanding the powers conferred to the board of directors by the preceding paragraph, a contribution of the assets and of the then current and determined liabilities attributable to any Sub-Fund to another Sub-Fund within the Company may be decided upon by a general meeting of the shareholders of the class or classes of shares issued in the Sub-Fund concerned for which there shall be no quorum requirements and which will decide upon such an amalgamation by resolution taken by simple majority of those present or represented and voting at such meeting.

Furthermore, in other circumstances than those described in the first paragraph of this article, a contribution of the assets and of the then current and determined liabilities attributable to any Sub-Fund to another undertaking for collective investment referred to in the fourth paragraph of this article or to another sub-fund within such other undertaking for collective investment shall require a resolution of the shareholders of the class or classes of shares issued in the Sub-Fund concerned. There shall be no quorum requirements for such general meeting of shareholders, which shall decide by resolution taken by simple majority of those present or represented and voting at such meeting, except when such an amalgamation is to be implemented with a Luxembourg undertaking for collective investment of the contractual type

("fonds commun de placement") or a foreign based undertaking for collective investment, in which case resolutions shall be binding only on such shareholders who have voted in favour of such amalgamation.

Chapter VI - Annual Accounts

Art. 29. Financial Year. The financial year of the Company shall start on 1st January of each year and shall end on 31st December.

The Company shall publish an annual report in accordance with the legislation in force.

Art. 30. Distributions. The board of directors may, within the limits provided by law and these articles of incorporation, determine how the results of the Company and its Sub-Funds shall be disposed of, and may from time to time declare distributions of dividends in compliance with the issuing documents of the Company.

Payments of distributions to holders of registered shares shall be made to such shareholders at their addresses in the register of shareholders.

Distributions may be paid in such currency and at such time and place that the board of directors shall determine from time to time.

Any dividend distribution that has not been claimed within five (5) years of its declaration shall be forfeited and revert to the class or classes of shares issued by the Company or by the relevant Sub-Fund.

No interest shall be paid on a dividend declared by the Company and kept by it at the disposal of its beneficiary.

Chapter VII - Auditor

Art. 31. Auditor. The Company shall have the accounting data contained in the annual report inspected by a Luxembourg independent auditor ("réviseur d'entreprises agréé") appointed by the general meeting of shareholders, which shall fix his remuneration. The auditor shall fulfil all duties prescribed by law.

Chapter VIII - Depositary

Art. 32. Depositary. The Company will appoint a depositary which meets the requirements of the Law of 13 February 2007 and of the law of 12 July 2013 on alternative investment fund managers and implementing directive AIFM 2011/61/UE (the "Law of 12 July 2013").

The depositary shall fulfill the duties and responsibilities as provided for by the Law of 13 February 2007 and by the Law of 12 July 2013.

Where the law of a third country requires that certain financial instruments be held in custody by a local entity and there are no local entities that satisfy the delegation requirements under the Law of 12 July 2013, the Company shall be expressly authorized to discharge in writing the depositary from its liability with respect to the custody of such financial instruments to the extent it has been instructed by the Company or the AIFM to delegate the custody of such financial instruments to such local entity, and provided that the conditions of article 19 (14) of the Law of 12 July 2013 are met.

Chapter IX - Winding-Up / Liquidation

Art. 33. Winding-Up / Liquidation. The Company may at any time be dissolved by a resolution of the general meeting of shareholders subject to the quorum and majority requirements necessary for the amendment of these articles of incorporation.

Whenever the share capital falls below two-thirds (2/3) of the minimum capital provided for by the Law of 13 February 2007, the question of the dissolution of the Company shall be referred to the general meeting of shareholders by the board of directors.

The general meeting of shareholders, for which no quorum shall be required, shall decide by simple majority of the votes of the shares represented at the meeting.

The question of the dissolution of the Company shall further be referred to the general meeting of shareholders whenever the share capital falls below one-fourth (1/4) of the minimum capital provided for by the Law of 13 February 2007; in such an event, the general meeting shall be held without any quorum requirements and the dissolution may be decided by shareholders holding one-fourth (1/4) of the votes of the shares represented at the meeting.

The general meeting of shareholders must be convened so that it is held within a period of forty (40) days from ascertainment that the net assets of the Company have fallen below two-thirds (2/3) or one-fourth (1/4) of the legal minimum, as the case may be.

The liquidation shall be carried out by one or several liquidators, who may be natural persons or legal entities, appointed by the general meeting of shareholders which shall determine their powers and their compensation.

The liquidation will take place in accordance with applicable Luxembourg law. The net proceeds of the liquidation will be distributed to shareholders in proportion to their rights.

At the end of the liquidation process of the Company, any amounts that have not been claimed by the shareholders will be paid into the caisse de consignation, which keep them available for the benefit of the relevant shareholders for the duration provided for by law. After this period, the balance will return to the State of Luxembourg.

Chapter X - General Provisions

Art. 34. Applicable Law. In respect of all matters not governed by these articles of incorporation, the parties shall refer to the provisions of the law of 10 August 1915 on commercial companies and the amendments thereto, and the relevant law and regulations applicable to Luxembourg undertakings for collective investment, notably the Law of 13 February 2007.

Subscription and Payment

The share capital has been subscribed as follows:

Name of subscriber	Number of subscribed shares	Total Value	Share Class
Skandia Fonder AB	31	EUR 31,000.-	Founding Shares

Upon incorporation, all shares were fully paid-up, as it has been justified to the undersigned Notary.

Transitional dispositions

The first financial year shall begin on the date of incorporation of the Company and shall end on 31st December 2014.

The first general annual meeting of shareholders shall be held in 2015. The first annual report of the Company will be dated 2014.

Expenses

The expenses, costs, fees or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Company as a result of its incorporation are estimated at approximately EUR 3,000.-.

Statement

The undersigned Notary states that the conditions provided for in articles 26, 26-3 and 26-5 of the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended, have been observed.

Extraordinary General Meeting of Shareholders

Immediately after the incorporation of the Company, the above-named person, representing the entire subscribed capital and considering himself as duly convened, has immediately proceeded to an extraordinary general meeting. Having first verified that it was regularly constituted, the meeting took the following resolutions:

First resolution

The following persons are appointed as members of the board of directors:

- Véronique Gillet, born on 18 October 1961 in Arlon, Belgium, founding partner of Adeis S.A., residing professionally at 58, rue Glesener, L-1630 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg;
- Anneli Enquist, born on 5 June 1969 in Brännkyrka, Sweden, CEO at Skandia Fonder AB, residing professionally at Lindhagensgatan 86, SE-106 55 Stockholm, Sweden;
- Göran Karlsson, born on 21 January 1969 in Västerhaninge, Sweden, COO and deputy CEO at Skandia Fonder AB, residing professionally at Lindhagensgatan 86, SE-106 55 Stockholm, Sweden;
- Sebastian Frizzo, born on 13 April 1979 in Spanga, Sweden, Head of regulatory affairs at Skandia Fonder AB, residing professionally at Lindhagensgatan 86, SE-106 55 Stockholm, Sweden;
- Michael Lanser, born on 18 January 1966 in Sundryberg, Sweden, Legal counsel at Skandia Life Insurance Company Ltd (publ), residing professionally at Lindhagensgatan 86, SE-106 55 Stockholm, Sweden.

The board of directors shall remain in office until the close of the annual general meeting of shareholders approving the accounts as of 31 December 2014.

Second resolution

Deloitte Audit, 560, rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, is appointed as the independent auditor ("réviseur d'entreprises agréé") of the Company.

The auditor shall remain in office until the close of the annual general meeting approving the accounts of the Company as of 31 December 2014.

Third resolution

The registered office of the Company is fixed at 31, Z.A. Bourmicht, L-8070 Bertrange, Grand Duchy of Luxembourg.

The undersigned Notary who understands and speaks English states herewith that, at the request of the above appearing party duly represented, this deed is worded in English.

This original deed having been read to the appearing person, known to the Notary by their name, first name, civil status and residence, the said appearing person signed together with us, the Notary, this original deed.

Signé: E. D'ANTERROCHES et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg, A.C., le 20 janvier 2014. Relation: LAC/2014/2769. Reçu soixante-quinze euros (75,- EUR).

Le Receveur ff. (signé): C. FRISING.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 27 janvier 2014.

Référence de publication: 2014015166/718.

(140017511) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 janvier 2014.

Orco Germany S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 40, rue de la Vallée.

R.C.S. Luxembourg B 102.254.

In the year two thousand and fourteen, on the third of January;

Before Us M^e Carlo WERSANDT, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg;

THERE APPEARED:

Mr. Jean-François OTT, residing professionally in Prague, Czech Republic, acting as authorised delegate of the board of directors of ORCO GERMANY S.A. pursuant to the resolutions of the board of directors of 29 November 2013 (an extract of which is attached to the Issue Decision referenced below) (the "Delegate"), represented by Mrs. Clara HERRENSCHMIDT, lawyer, residing professionally in Luxembourg pursuant to the decision of the Delegate of the board of directors of the Company dated 4 December 2013 (the "Issue Decision") (a copy of which, after having been signed *in varietur* by the appearing person and the undersigned notary, will be annexed to this document to be filed with it with the registration authorities).

The Delegate represented as aforesaid declared and required the notary to record that:

1) The company ORCO GERMANY S.A., a société anonyme incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 40, rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Registre de Commerce et des Sociétés Luxembourg under number B 102.254 (the "Company") has been incorporated by deed of Me Henri HELLINCKX, then notary residing in Mersch, Grand Duchy of Luxembourg, dated 22 July 2004, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 1056 on 21 October 2004, page 50649.

The articles of association of the Company (the "Articles") have been amended several times and for the last time by a deed of the undersigned notary, on 13 June 2013, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 2042 on 22 August 2013, page 97990.

2) The corporate capital of the Company is fixed at twenty-three million five thousand six hundred and forty-four euros and fifty eurocents (EUR 23,005,644.50) represented by two hundred and thirty million fifty-six thousand four hundred and forty-five (230,056,445) shares having a par value of ten eurocents (EUR 0.10), all fully paid-up (by 100%)

Pursuant to article 5.2 of the Articles, in addition to the issued and subscribed corporate capital of twenty-three million five thousand six hundred and forty-four euros and fifty eurocents (EUR 23,005,644.50), the Company has also an authorised, but unissued and unsubscribed share capital set at eighty-one million eight hundred and seventy-one thousand four hundred and eighty-eight euros and eighty eurocents (EUR 81,871,488.80) (the "Authorised Capital").

The board of directors is authorised and empowered within the limits of the Authorised Capital to (i) realize any increase of the share capital or equity of the Company with or without the issuance of new shares it being understood that the board of directors is authorised to issue such new shares in one or several issues and (ii) issue bonds, preferred equity certificates, warrants, options or other instruments convertible, exchangeable or exercisable into new shares and to issue new shares further to the conversion or exercise of the above mentioned instruments, it being understood that (a) if such instruments are issued before or during the period set forth in the paragraph below, the new shares upon the conversion or exercise of such instruments may be issued after the expiry of said period and (b) the board of directors is authorised to issue such new shares in one or several issues. For the avoidance of doubt, any increase of the share capital or equity of the Company, as well as any issue of bonds, preferred equity certificates, warrants, options or other instruments convertible, exchangeable or exercisable into new shares decided by the Board of Directors prior to 26 April 2012 under the former authorised share capital of the Company but not realized, converted or exercised at this date remains validly approved and can be realized, issued, converted or exercised under this new Authorised Capital.

Such authorisation conferred to the board of directors will expire five (5) years after the date of the general meeting of shareholders held on 26 April 2012 and can be renewed in accordance with the applicable legal provisions, it being understood that the board of directors can proceed to an increase of share capital or issue of the above mentioned instruments as of the date of the general meeting of shareholders held on 26 April 2012.

The new shares and the instruments to be issued in accordance with the above provisions may be paid up through contributions in cash or in kind, by the incorporation of reserves, issue premiums or retained earnings, including in the three latter cases in favor of new shareholders. The new shares to be issued in accordance with the provisions of article

5 of the Articles may be issued with or without share premium, it being understood that (i) such shares shall not be issued at a price below the accounting par value and (ii) if the consideration payable to the Company for such newly issued shares exceeds their accounting par value, the excess is to be treated as share premium in respect of such shares in the books of the Company.

The board of directors is specially authorised to issue such new shares and, where applicable, the instruments to be issued in accordance with the provisions of article 5 of the Articles without reserving (i.e. by cancelling or limiting) for the existing shareholders the preferential right to subscribe for such shares and instruments.

The board of directors is authorised to determine the place and date of the issue or the successive issues, the issue price, the terms and conditions of the subscription of and paying up on the new shares (referred to in article 5 of the Articles) and, if applicable, the duration, amortization, other rights (including early repayment), interest rates, conversion rates and exchange rates of the aforesaid instruments (referred to in article 5 of the Articles) as well as all the other conditions and terms of such instruments including as to their subscription, issue and payment.

The board of directors is authorised to do all things necessary to amend article 5 of the Articles in order to record the change of issued and authorised share capital following any increase pursuant to article 5 of the Articles. The board of directors is empowered to take or authorise the actions required for the execution and publication of such amendment in accordance with the Luxembourg law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended. Furthermore, the board of directors may delegate to any duly authorised person, the duties of accepting subscriptions, conversions or exchanges and receiving payment for shares, bonds, preferred equity certificates, warrants, options or instruments and to do all things necessary to amend article 5 of the Articles in order to record the change of issued and authorised share capital following any increase pursuant to article 5 of the Articles.

3) By resolutions dated 29 November 2013 (the "Resolutions"), the board of directors of the Company (i) approved in principle the increase of the share capital of the Company, without reserving to the existing shareholders their preferential subscription rights by cancelling their preferential subscription rights, pursuant to article 5.2 of the Articles, by a total amount of eleven million four hundred and sixty thousand euros (EUR 11,460,000.-), in order to raise it from its current amount of twenty-three million five thousand six hundred and forty-four euros and fifty eurocents (EUR 23,005,644.50) to thirty-four million four hundred and sixty-five thousand six hundred and forty-four euros and fifty eurocents (EUR 34,465,644.50) by creating and issuing one hundred and fourteen million six hundred thousand (114,600,000) new ordinary shares (the "New Shares" and each a "New Share") having a par value of ten eurocents (EUR 0.10) (the "Par Value") each, at a subscription price of forty-seven eurocents (EUR 0.47) per New Share, any amount exceeding the Par Value for each New Share being allocated to the share premium account of the Company and representing a global amount of forty-two million four hundred and two thousand euros (EUR 42,402,000.-) (the "Capital Increase"), each of such New Shares to be subscribed by Tandis, a.s. (the "Subscriber"), an akciová společnost formed in the Czech Republic, having its registered address at Praha 1, Vaclavske namesti 1601/47, PSC 110 00, Czech Republic, ID number (ICO) 27960081, and registered with the Commercial Registry kept by the Municipal Court Prague, file B 12360 and (ii) authorised, empowered and instructed inter alia the Delegate, acting individually and with full power of substitution, to implement such Capital Increase under the Authorised Capital of the Company (as it may be amended from time to time) in favour of the Subscriber, as soon as practicable after the receipt of the relevant subscription funds related to the Capital Increase from the Subscriber, being understood however that the Capital Increase shall only be effective as of the date of the Issue Decision by the Delegate.

4) After the receipt by the Company on 3 December 2013 of the relevant subscription funds related to the Capital Increase from the Subscriber, pursuant to the Issue Decision by the Delegate and in accordance with the Resolutions, the share capital of the Company was increased within the framework of the Authorised Capital, with effective date as of 4 December 2013, by cancelling the preferential subscription rights of the existing shareholders in respect of the New Shares, by an amount of eleven million four hundred and sixty thousand euros (EUR 11,460,000.-) from its current amount of twenty-three million five thousand six hundred and forty-four euros and fifty eurocents (EUR 23,005,644.50) to thirty-four million four hundred and sixty-five thousand six hundred and forty-four euros and fifty eurocents (EUR 34,465,644.50), through the creation and issuance of one hundred and fourteen million six hundred thousand (114,600,000) New Shares, with a Par Value of ten eurocents (EUR 0.10) each, at a subscription price of forty-seven eurocents (EUR 0.47) per New Share, fully paid up against a global contribution amount of fifty-three million eight hundred and sixty-two thousand euros (EUR 53,862,000.-) for all the New Shares issued.

Such New Shares were subscribed and fully paid up through a contribution in cash by the Subscriber for a global amount of fifty-three million eight hundred and sixty-two thousand euros (EUR 53,862,000.-). The global contribution of fifty-three million eight hundred and sixty-two thousand euros (EUR 53,862,000.-) was allocated as follows: eleven million four hundred and sixty thousand euros (EUR 11,460,000.-) was allocated to the share capital of the Company and forty-two million four hundred and two thousand euros (EUR 42,402,000.-) was allocated to the share premium account of the Company.

Therefore, the Company had at its free and entire disposal on 4 December 2013 the amount of fifty-three million eight hundred and sixty-two thousand euros (EUR 53,862,000.-) as was certified to the undersigned notary, who expressly acknowledges it.

5) As a consequence of the Capital Increase and the issue of the New Shares on 4 December 2013, the subscribed share capital of the Company presently amounts to thirty-four million four hundred and sixty-five thousand six hundred and forty-four euros and fifty eurocents (EUR 34,465,644.50), divided into three hundred and forty-four million six hundred and fifty-six thousand four hundred and forty-five (344,656,445) shares having a Par Value of ten eurocents (EUR 0.10).

Therefore, the first sentence of article 5, paragraph 5.1 of the Articles of the Company is amended accordingly and shall now read as follows:

" **5.1. Issued Share Capital.** The corporate capital is fixed at thirty-four million four hundred and sixty-five thousand six hundred and forty-four euros and fifty eurocents (EUR 34,465,644.50), represented by three hundred and forty-four million six hundred and fifty-six thousand four hundred and forty-five (344,656,445) shares having a par value of ten eurocents (EUR 0.10)."

Furthermore, consequently to the Capital Increase within the framework of the Authorised Capital, the amount of the Authorised Capital as set out in the first sentence of paragraph 5.2 of the Articles of the Company has been decreased to seventy million four hundred and eleven thousand four hundred and eighty-eight euros and eighty eurocents (EUR 70,411,488.80) so that the first sentence of paragraph 5.2 of the Articles is amended accordingly and shall now read as follows:

" **5.2. Authorised Capital.** In addition to the issued and subscribed corporate capital of thirty-four million four hundred and sixty-five thousand six hundred and forty-four euros and fifty eurocents (EUR 34,465,644.50), the Company has also an authorised, but unissued and unsubscribed share capital set at seventy million four hundred and eleven thousand four hundred and eighty-eight euros and eighty eurocents (EUR 70,411,488.80) (the "Authorised Capital")."

Expenses

The expenses, costs, remuneration or charges in any form whatsoever, which shall be borne by the Company as a result of the present stated increase of capital, are estimated at six thousand six hundred euros (EUR 6,600.-).

Statement

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that upon request of the appearing person the present deed is worded in English, followed by a French version; on request of the same appearing person and in case of divergences between the English and the French text, the English text will prevail.

WHEREOF the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing person, whom is known to the notary by her name, surname, civil status and residence, the said person appearing signed together with the notary, the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède

L'an deux mille quatorze, le trois janvier;

Par-devant Nous Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg;

A COMPARU:

Monsieur Jean-François OTT, résidant professionnellement à Prague, République Tchèque, agissant en qualité de délégué autorisé du conseil d'administration de ORCO GERMANY S.A. en vertu des résolutions prises par le conseil d'administration le 29 novembre 2013 (un extrait de ces résolutions étant annexé à la Décision d'Emettre mentionnée ci-dessous) (le "Délégué"), représenté par Clara HERRENSCHMIDT, juriste, résidant professionnellement à Luxembourg, en vertu de la décision du Délégué du conseil d'administration de la Société en date du 4 décembre 2013 (la "Décision d'Emettre") (copie de laquelle après avoir été signée ne varietur par le comparant et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement).

Le Délégué, représenté tel que susmentionné, a déclaré et requis le notaire instrumentant d'acter que:

1) La société ORCO GERMANY S.A., une société anonyme constituée selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 40, rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 102.254 (la "Société") a été constituée suivant acte reçu par Maître Henri HELLINCKX, alors notaire de résidence à Mersch, Grand-Duché de Luxembourg, en date du 22 juillet 2004, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 1056 du 21 octobre 2004, page 50649.

Les statuts de la Société (les "Statuts") ont été modifiés à plusieurs reprises et pour la dernière fois suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date du 13 juin 2013, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 2042 du 22 août 2013, page 97990.

2) Le capital social de la Société est fixé à vingt-trois millions cinq mille six cent quarante-quatre euros et cinquante centimes d'euros (23.005.644,50 EUR) représenté par deux cent trente millions cinquante-six mille quatre cent quarante-

cing (230.056.445) actions ayant une valeur nominale de dix centimes d'euros (EUR 0,10), toutes entièrement libérées (à 100%).

En vertu de l'article 5.2 des Statuts, en plus du capital émis et souscrit de la Société de vingt-trois millions cinq mille six cent quarante-quatre euros et cinquante centimes d'euros (23.005.644,50 EUR), la Société dispose également d'un capital social autorisé, mais non émis et non souscrit, fixé à quatre-vingt-un millions huit cent soixante et onze mille quatre cent quatre-vingt-huit euros et quatre-vingts centimes d'euros (81.871.488,80 EUR) (le "Capital Autorisé").

Le conseil d'administration est autorisé et habilité dans les limites du Capital Autorisé à (i) réaliser toute augmentation du capital social ou des capitaux propres de la Société avec ou sans l'émission d'actions nouvelles étant entendu que le conseil d'administration est autorisé à émettre de telles actions nouvelles en une ou plusieurs émissions et (ii) émettre des obligations, certificats de parts privilégiées, warrants, options ou autres instruments convertibles, échangeables ou exerçables en actions nouvelles et d'émettre des actions nouvelles suite à la conversion ou l'exercice des instruments mentionnés ci-dessus, étant entendu que (a) si de tels instruments sont émis avant ou pendant la période indiquée dans le paragraphe ci-dessus, les actions nouvelles au titre de la conversion ou de l'exercice de ces instruments peuvent être émises après expiration de ladite période et (b) que le conseil d'administration soit autorisé à émettre de telles actions nouvelles en une ou plusieurs émissions. A toutes fins utiles, toute augmentation du capital social ou des capitaux propres de la Société, ainsi que toute émission d'obligations, certificats d'actions privilégiées, warrants, options ou autres instruments convertibles, échangeables ou exerçables en actions nouvelles décidées par le conseil d'administration avant le 26 Avril 2012 dans le cadre de l'ancien capital autorisé de la Société mais non réalisées, converties ou exercées à cette date demeurent valablement approuvées et peuvent être réalisées, émises, converties ou exercées en vertu de ce nouveau Capital Autorisé.

Cette autorisation conférée au conseil d'administration prendra fin cinq (5) ans après la date de l'assemblée générale des actionnaires tenue le 26 Avril 2012 et peut être renouvelée conformément aux dispositions légales applicables, étant entendu que le conseil d'administration peut procéder à une augmentation de capital ou à l'émission des instruments mentionnés ci-dessus à compter de la date de l'assemblée générale des actionnaires tenue le 26 Avril 2012.

Les actions nouvelles et les instruments devant être émis conformément aux dispositions ci-dessus peuvent être libérées par apport en numéraire ou en nature, par incorporation de réserves, primes d'émission ou bénéfices non répartis, y compris dans les trois derniers cas au bénéfice de nouveaux actionnaires. Les actions nouvelles à émettre conformément aux dispositions de l'article 5 des Statuts peuvent être émises avec ou sans prime d'émission, étant entendu que (i) ces actions ne doivent pas être émises à un prix inférieur au pair comptable et (ii) si la contrepartie payable à la Société pour ces actions nouvellement émises excède leur pair comptable, l'excédent doit être traité comme prime d'émission à l'égard de ces actions dans les comptes de la Société.

Le conseil d'administration est spécialement autorisé à émettre ces nouvelles actions et, le cas échéant, les instruments devant être émis conformément aux dispositions de l'article 5 des Statuts sans réserver (c'est à dire en annulant ou en limitant) aux actionnaires existants le droit préférentiel de souscrire à de telles actions et de tels instruments.

Le conseil d'administration est autorisé à déterminer le lieu et la date de l'émission ou des émissions successives, le prix d'émission, les modalités et les conditions de la souscription et du paiement des nouvelles actions (mentionnées dans l'article 5 des Statuts) et, si applicable, la durée, l'amortissement, les autres droits (y compris le remboursement anticipé), les taux d'intérêt, les taux de conversion et taux de change des instruments précités (mentionnés dans l'article 5 des Statuts) ainsi que tous les autres termes et conditions de ces instruments, incluant notamment leur souscription, leur émission et leur paiement.

Le conseil d'administration est autorisé à prendre toutes les mesures nécessaires pour modifier l'article 5 des Statuts afin d'enregistrer la modification du capital social autorisé et émis suivant toute augmentation au titre de l'article 5 des Statuts. Le conseil d'administration est habilité à prendre ou autoriser les mesures requises en vue de l'exécution et de la publication d'une telle modification conformément à la loi luxembourgeoise du 10 Août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée. En outre, le conseil d'administration peut déléguer à toute personne dûment autorisée, les fonctions d'accepter les souscriptions, conversions ou échanges et recevoir les paiements pour les actions, obligations, certificats de parts privilégiées, warrants, options ou instruments et de prendre toutes les mesures nécessaires afin de modifier l'article 5 des Statuts dans le but d'enregistrer la modification du capital social autorisé et émis suivant toute augmentation conformément à l'article 5 des Statuts.

3) Par des résolutions prises en date du 29 novembre 2013 (les "Résolutions"), le conseil d'administration de la Société (i) a approuvé en principe l'augmentation du capital social de la Société, sans réserver aux actionnaires existants leurs droits préférentiels de souscription en leur supprimant leurs droits préférentiels de souscription, conformément à l'article 5.2 des Statuts, pour un montant total de onze millions quatre cent soixante mille euros (11.460.000,- EUR), afin de l'élever de son montant actuel de vingt-trois millions cinq mille six cent quarante-quatre euros et cinquante centimes d'euros (23.005.644,50 EUR) à trente-quatre millions quatre cent soixante-cinq mille six cent quarante-quatre euros et cinquante centimes d'euros (34.465.644,50 EUR), par la création et l'émission de cent quatorze millions six cent mille (114.600.000) nouvelles actions ordinaires (les "Nouvelles Actions" et chacune une "Nouvelle Action") ayant une valeur nominale de dix centimes d'euros (0,10 EUR) (la "Valeur Nominale") chacune, au prix d'émission de quarante-sept centimes d'euros (0,47 EUR) par Nouvelle Action, tout montant excédant la Valeur Nominale de chaque Nouvelle Action étant alloué au compte de prime d'émission de la Société et représentant un montant global de quarante-deux millions

quatre cent deux mille euros (42.402.000,- EUR) (l' "Augmentation de Capital"), chacune de ces Nouvelles Actions devant être souscrites par Tandis, a.s. (le "Souscripteur"), un akciová společnost constitué en République Tchéque, ayant son siège social à Praha 1, Vaclavské náměstí 1601/47, PSC 110 00, République Tchéque, numéro d'identification (ICO) 27960081, et immatriculé auprès du Registre Commercial tenu par le Tribunal Municipal de Prague (Municipal Court Prague), numéro B 12360 et (ii) a autorisé, donné pouvoir et chargé inter alia, le Délégué, agissant individuellement et avec plein pouvoir de substitution, de procéder à l'Augmentation de Capital par le biais du Capital Autorisé de la Société (tel qu'il peut être modifié de temps à autre) en faveur du Souscripteur, le plus tôt possible après réception des fonds de souscription relatifs à l'Augmentation de Capital versés par le Souscripteur, étant entendu cependant que l'Augmentation de Capital ne sera effective qu'à partir de la date de la Décision d'Emettre du Délégué.

4) Après réception par la Société le 3 décembre 2013 des fonds de souscription relatifs à l'Augmentation de Capital versés par le Souscripteur, conformément à la Décision d'Emettre du Délégué et conformément aux Résolutions, le capital social de la Société a été augmenté dans le cadre du Capital Autorisé, avec effet au 4 décembre 2013, en supprimant les droits préférentiels de souscription des actionnaires existants relatifs aux Nouvelles Actions, par un montant de onze millions quatre cent soixante mille euros (11.460.000,- EUR), de son montant actuel de vingt-trois millions cinq mille six cent quarante-quatre euros et cinquante centimes d'euros (23.005.644,50 EUR) à trente-quatre millions quatre cent soixante-cinq mille six cent quarante-quatre euros et cinquante centimes d'euros (34.465.644,50 EUR), par la création et l'émission de cent quatorze millions six cent mille (114.600.000) Nouvelles Actions, ayant une Valeur Nominale de dix centimes d'euros (0,10 EUR) chacune, à un prix d'émission de quarante-sept centimes d'euros (0,47 EUR) par Nouvelle Action, entièrement libérées par un apport total d'un montant de cinquante-trois millions huit cent soixante-deux mille euros (53.862.000,- EUR) pour toutes les Nouvelles Actions émises.

De telles Nouvelles Actions ont intégralement été souscrites et libérées par un apport en numéraire du Souscripteur pour un montant total de cinquante-trois millions huit cent soixante-deux mille euros (53.862.000,- EUR). L'apport total de cinquante-trois millions huit cent soixante-deux mille euros (53.862.000,- EUR) a été alloué comme suit: onze millions quatre cent soixante mille euros (11.460.000,- EUR) ont été alloués au capital de la Société et quarante-deux millions quatre cent deux mille euros (42.402.000,- EUR) ont été alloués au compte de prime d'émission de la Société.

De ce fait, la Société disposait librement et entièrement au 4 décembre 2013 du montant de cinquante-trois millions huit cent soixante-deux mille euros (53.862.000,-EUR) tel que certifié au notaire soussigné, qui le reconnaît expressément.

5) En conséquence de l'Augmentation de Capital et de l'émission des Nouvelles Actions le 4 décembre 2013, le capital social souscrit de la Société s'élève actuellement à trente-quatre millions quatre cent soixante-cinq mille six cent quarante-quatre euros et cinquante centimes d'euros (34.465.644,50 EUR), divisé en trois cent quarante-quatre millions six cent cinquante-six mille quatre cent quarante-cinq (344.656.445) actions ayant une Valeur Nominale de dix centimes d'euros (0,10 EUR).

Ainsi la première phrase de l'article 5, paragraphe 5.1 des Statuts de la Société est modifiée en conséquence, et se lira dorénavant comme suit:

" **5.1. Capital Social Emis.** Le capital social est fixé à trente-quatre millions quatre cent soixante-cinq mille six cent quarante-quatre euros et cinquante centimes d'euros (34.465.644,50 EUR) représenté par trois cent quarante-quatre millions six cent cinquante-six mille quatre cent quarante-cinq (344.656.445) actions ayant une valeur nominale de dix centimes d'euros (0,10EUR)."

En outre, en conséquence de l'Augmentation de Capital dans le cadre du Capital Autorisé, le montant du Capital Autorisé tel qu'indiqué dans la première phrase du paragraphe 5.2 des Statuts de la Société a été réduit à soixante-dix millions quatre cent onze mille quatre cent quatre-vingt-huit euros et quatre-vingts centimes d'euros (70.411.488,80 EUR) de telle sorte que la première phrase du paragraphe 5.2 des Statuts est modifiée en conséquence et se lira dorénavant comme suit:

" **5.2. Capital autorisé.** En plus du capital émis et souscrit de la Société de trente-quatre millions quatre cent soixante-cinq mille six cent quarante-quatre euros et cinquante centimes d'euros (34.465.644,50 EUR), la Société dispose également d'un capital social autorisé, mais non émis et non souscrit, fixé à soixante-dix millions quatre cent onze mille quatre cent quatre-vingt-huit euros et quatre-vingts centimes d'euros (70.411.488,80 EUR) (le "Capital Autorisé")."

Frais

Les frais, coûts, rémunération, et autres charges de quelque nature que ce soit, qui doivent être portés au compte de la Société par suite de cette augmentation de capital, sont estimés à six mille six cents euros (6.600,- EUR).

Déclaration

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate par les présentes qu'à la requête de la personne comparante le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française; à la requête de cette même personne et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la comparante, qui est connue du notaire instrumentaire par son nom, prénom, état et demeure, elle a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: C. HERRENSCHMIDT, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 7 janvier 2014. LAC/2014/801. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Releveur (signé): Irène THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME délivrée;

Luxembourg, le 22 janvier 2014.

Référence de publication: 2014015857/288.

(140018028) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 janvier 2014.

1798 AOG Energy Master Fund, Fonds Commun de Placement.

The board of directors of the management company Lombard Odier Funds (Europe) S.A., a société anonyme which registered office is at 5, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, registered on the Registre de commerce et des sociétés under No. B 152.886, has decided to put the Master Fund into liquidation with effect as of 24 January 2014, at the close of business in Luxembourg, as it believes to be in the best interests of the Master Fund's unitholder.

Référence de publication: 2014018572/755/8.

Petro Ventures S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 13-15, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 179.503.

Extrait des résolutions prises par l'actionnaire unique datées du 23 décembre 2013

En date du 23 décembre 2013, l'actionnaire unique a pris les résolutions suivantes:

- d'accepter la démission de Monsieur Ibrahim Charbel Diab de son mandat d'administrateur de classe A avec effet immédiat.

- de nommer Monsieur Yves Mertz, né le 19 septembre 1957 à Arlon, Belgique, demeurant professionnellement au 5, avenue Gaston Diderich, L-1420 Luxembourg, en tant qu'administrateur de classe A de la Société et ce avec effet immédiat et jusqu'à l'assemblée générale en 2019.

En cette même date, l'actionnaire unique a pris note du changement de dénomination de l'administrateur de classe B ATC Management (Luxembourg) S.à r.l. et ce avec effet au 2 décembre 2013:

Intertrust Management (Luxembourg) S.à r.l.

Le conseil d'administration de la Société se compose désormais comme suit:

- *Administrateur de classe A:*

Yves Mertz

- *Administrateurs de classe B:*

Marjoleine van Oort

Intertrust Management (Luxembourg) S.à r.l. ayant comme représentant permanent Marjoleine van Oort.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23 décembre 2013.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2013181802/27.

(130221162) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 décembre 2013.

MC Luxembourg S.A., Société Anonyme, (anc. Perspective S.A.).

Siège social: L-1273 Luxembourg, 2, rue de Bitbourg.

R.C.S. Luxembourg B 150.822.

L'an deux mille treize, le onze décembre.

Par-devant Maître Pierre PROBST, notaire de résidence à Ettelbruck.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire de la société anonyme PERSPECTIVE S.A., dont le siège est établi à L-1273 Luxembourg, 2, rue de Bitbourg, inscrite au registre de commerce sous le numéro B 150.822.

La société a été constituée par acte authentique reçu par le notaire Emile Schlessler, de résidence à Luxembourg, en date du 11 janvier 2010, publié au Mémorial C Numéro 412 du 25 février 2010.

La séance est ouverte à 9.15 heures sous la présidence de Monsieur Daniel REDING, expert-comptable, demeurant professionnellement à Ettelbruck.

L'assemblée renonce à l'unanimité de désigner un secrétaire et des scrutateurs.

L'assemblée a été réunie avec l'ordre du jour suivant:

- 1) Modification de l'article 4 des statuts concernant l'objet social de la société;
- 2) Modification de la raison sociale en MC Luxembourg S.A.;
- 3) Divers.

Tous les actionnaires, représentant l'intégralité des mille actions, sont présents ou représentés, de sorte que l'assemblée pourra valablement délibérer sans avoir à prouver que les convocations ont été expédiées suivant les règles légales et statutaires.

L'assemblée décide qu'elle est valablement constituée et aborde l'ordre du jour. Après discussion, l'assemblée adopte à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée décide à l'unanimité de modifier l'article 4 des statuts en ajoutant un deuxième alinéa de sorte que l'article 4 aura la teneur suivante:

Art. 4. «La société a pour objet la participation, sous quelque forme que ce soit, dans toutes entreprises commerciales, industrielles, financières ou autres, luxembourgeoises ou étrangères, l'acquisition de tous titres et droits par voie de participation, d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat, de négociation ou toute autre manière et notamment l'acquisition de brevets et licences, leur gestion et leur mise en valeur, l'octroi aux entreprises auxquelles elle s'intéresse de tous concours, prêts, avances et garanties, enfin toutes activités et toutes opérations généralement quelconques se rattachant directement ou indirectement à son objet.

La société a également pour objet le conseil économique consistant dans la prestation, à titre professionnel, de services et de conseils en matière micro et macro-économique ainsi qu'en gestion d'entreprise, privée ou publique, et toutes prestations de services annexes ou complémentaires, se rattachant à la profession de conseiller économique. L'achat, la vente et la mise en valeur d'objets immobiliers.

En général, la société peut effectuer toutes opérations commerciales, industrielles ou financières tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger et encore accomplir toutes opérations de nature à favoriser l'accomplissement de son objet social.»

Deuxième résolution

L'assemblée décide à l'unanimité de modifier l'article 1 des statuts qui aura la teneur suivante:

Art. 1^{er}. Il est formé une société anonyme sous la dénomination de "MC LUXEMBOURG S.A.".

Déclaration des comparants

Le(s) associé(s) déclare(nt), en application de la loi du 12 novembre 2004, telle qu'elle a été modifiée par la suite, être le(s) bénéficiaire(s) réel(s) de la société faisant l'objet des présentes et certifie(nt) que les fonds/biens/ droits servant à la libération du capital social ne proviennent pas respectivement que la société ne se livre(ra) pas à des activités constituant une infraction visée aux articles 506-1 du Code pénal et 8-1 de la loi du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie (blanchiment) ou des actes de terrorisme tels que définis à l'article 135-5 du Code Pénal (financement du terrorisme).

Rien d'autre n'étant à l'ordre du jour, l'assemblée a été clôturée.

Frais

Les frais des présentes évalués à 750,- euros sont à charge de la société.

Dont procès-verbal, fait et passé à Ettelbrück, en l'étude du notaire instrumentaire, date qu'en tête des présentes, et après lecture faite, l'actionnaire comparant a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: Daniel REDING, Pierre PROBST.

Enregistré à Diekirch, le 11 décembre 2013. Relation: DIE/2013/15314. Reçu soixante-quinze euros (75,- €).

Le Releveur p.d. (signé): Recken.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société sur demande et aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Ettelbruck, le 27 décembre 2013.

Référence de publication: 2013181822/63.

(130222019) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 décembre 2013.

Rotavax Luxembourg No. 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 500.000,00.

Siège social: L-1940 Luxembourg, 174, route de Longwy.

R.C.S. Luxembourg B 116.912.

In the year two thousand and thirteen, on the eleventh of December.

Before Us Maître Martine SCHAEFFER, notary, residing in Luxembourg.

There appeared:

Paul RV Holdings LLC, a Limited Liability Company having its principal office at 2711, Centerville Road, Suite 400, Wilmington, New Castle County Delaware 19 808 United States,

here represented by Mr Raymond THILL, "maître en droit", residing in Luxembourg,

by virtue of a proxy given in San Francisco, California, USA, on 6 December 2013.

The said proxy, initialled ne varietur by the proxyholder of the appearing party and the notary, will remain attached to the present deed in order to be registered therewith.

Such appearing party is the sole shareholder of ROTAVAX LUXEMBOURG N°1 S. à r.l., a société à responsabilité limitée, incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 174, route de Longwy, L-1940 Luxembourg, registered with the Luxembourg trade and companies' register under number RCS Luxembourg B 116.912, incorporated pursuant to a deed of Maître André-Jean-Joseph Schwachtgen, notary residing in Luxembourg, dated 6 June 2006, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the "Memorial") of 9 August 2006 under the number of 1526 (the "Company"). The articles of incorporation have not been modified since.

All the five thousand (5,000) shares of the Company with a par value of US Dollars (USD 100) each, representing the entire subscribed capital of the Company amounting to five hundred thousand US dollar (USD 500,000.-) are duly present or represented at the Meeting, which is thus regularly constituted and can validly deliberate on all the items of the agenda.

The agenda of the meeting is the following:

1. Dissolution of the Company and decision to put the Company into voluntary liquidation (liquidation volontaire);
2. Appointment of HALSEY S.à r.l. as liquidator (liquidateur) in relation to the voluntary liquidation of the Company (the Liquidator);
3. Determination of the powers of the Liquidator, and of the liquidation procedure of the Company;
4. Discharge to the managers of the Company for the performance of their respective mandates; and
5. Miscellaneous.

The sole shareholder has taken the following resolutions:

First resolution

The sole shareholder resolves to dissolve the Company and to voluntarily put the Company into liquidation (liquidation volontaire).

Second resolution

The sole shareholder resolves to appoint HALSEY S.à r.l., a Luxembourg private limited liability company, R.C.S. B Numéro 50.984, with registered office in L-1940 Luxembourg, 174, route de Longwy, as liquidator (liquidateur) in relation to the voluntary liquidation of the Company.

Third resolution

The sole shareholder resolves to confer to the Liquidator the powers set forth in articles 144 et seq. of the Luxembourg law dated 10 August 1915 on commercial companies, as amended (the Law).

The sole shareholder further resolves that the Liquidator shall be entitled to pass all deeds and carry out all operations, including those referred to in article 145 of the Law, without the prior authorisation of the general meeting of the shareholders. The Liquidator may, under its sole responsibility, delegate its powers for specific defined operations or tasks, to one or several persons or entities.

The sole shareholder further resolves to empower and authorise the Liquidator, acting individually under its sole signature on behalf of the Company in liquidation, to execute, deliver and perform under any agreement or document which is required for the liquidation of the Company and the disposal of its assets.

The sole shareholder further resolves to empower and authorise the Liquidator to make, in its sole discretion, advance payments of the liquidation proceeds (boni de liquidation) to the shareholders of the Company, in accordance with article 148 of the Law.

The sole shareholder finally resolves to instruct the Liquidator to execute at the best of its abilities and with regard to the circumstances all the assets of the Company and to pay the debts of the Company.

Fourth resolution

The sole shareholder resolves (i) to acknowledge, approve, ratify and adopt as the actions of the Company the actions taken by the managers of the Company for the period beginning at the date of the incorporation of the Company and ending at the date hereof, (ii) to waive any claim which the Company may have against the managers of the Company arising as a result of their management of the Company, and (iii) to grant them discharge (quitus) for the accomplishment of their respective mandate until the date hereof.

Costs

The expenses, costs, remunerations and charges in any form whatsoever, which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated to be approximately one thousand two hundred Euro (EUR 1,200.-).

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on the request of the above appearing parties, the present deed is worded in English, followed by a French version. At the request of the same appearing parties, in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will be prevailing.

Whereof, the present notarial deed is drawn in Luxembourg, on the years and day first above written.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, the proxyholder signed together with us, the notary, the present original deed.

Suit la traduction française:

L'an deux mille treize, le onze décembre.

Par-devant Nous Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg.

A comparu:

Paul RV Holdings LLC, une société constituée et existant sous les lois de l'Etat du Delaware, ayant son siège social à 2711, Centerville Road, Suite 400, Wilmington, New Castle County Delaware 19 808, Etats-Unis,

ici représentée par Monsieur Raymond THILL, maître en droit, demeurant à Luxembourg,

en vertu d'une procuration sous seing privé donnée à San Francisco, Californie, le 6 décembre 2013.

La procuration signée «ne varietur» par le mandataire et par le notaire soussigné restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

La comparante est l'associée unique Associé Unique») de ROTAVAX LUXEMBOURG N°1 S. à r.l., une société à responsabilité limitée ayant son siège social à 174, route de Longwy, L-1940 Luxembourg, inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro R.C.S. Luxembourg B 116.912, constituée par un acte reçu par Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 6 juin 2006, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1526, le 8 août 2006 (la «Société»). Les statuts n'ont pas été modifiés depuis.

Toutes les cinq mille (5.000) parts sociales de la Société ayant une valeur nominale de cent dollars US (USD 100,-) chacune, représentant la totalité du capital souscrit de la Société d'un montant de cinq cent mille dollars US (USD 500.000,-) sont présentes ou représentées à l'assemblée qui est par conséquent valablement constituée et peut délibérer sur les points portés à l'ordre du jour.

Que la présente Assemblée Générale Extraordinaire a pour ordre du jour:

1. Dissolution de la Société et décision de mettre volontairement la Société en liquidation;
2. Nomination de HALSEY S.à r.l. en tant que liquidateur en rapport avec la liquidation volontaire de la Société (le Liquidateur);
3. Détermination des pouvoirs du Liquidateur et de la procédure de liquidation de la Société;
4. Décharge aux gérants de la Société pour l'accomplissement de leurs mandats respectifs; et
5. Divers.

L'Associé Unique a pris les résolutions suivantes:

Première résolution

L'associé unique décide de dissoudre la Société et de mettre volontairement la Société en liquidation (liquidation volontaire).

Deuxième résolution

L'associé unique décide de nommer HALSEY S.à r.l. R.C.S. B Numéro 50.984, avec siège social à L-1940 Luxembourg, 174, route de Longwy, en tant que liquidateur en rapport avec la liquidation volontaire de la Société.

Troisième résolution

L'associé unique décide d'attribuer au Liquidateur tous les pouvoirs prévus aux articles 144 et suivants de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la Loi).

L'associé unique décide en outre que le Liquidateur est autorisé à passer tous actes et à exécuter toutes opérations, en ce compris les actes prévus aux articles 145 de la Loi, sans autorisation préalable d'une assemblée générale des associés.

Le Liquidateur pourra déléguer, sous sa propre responsabilité, ses pouvoirs, pour des opérations ou tâches spécialement déterminées, à une ou plusieurs personnes physiques ou morales.

L'associé unique décide en outre de conférer à et d'autoriser le Liquidateur, agissant individuellement par sa seule signature au nom de la Société en liquidation, à exécuter, délivrer et réaliser tout contrat ou document requis pour la liquidation de la Société et la disposition de ses actifs.

L'associé unique décide également de conférer pouvoir et d'autoriser le Liquidateur, à sa seule discrétion, à verser des acomptes sur le boni de liquidation aux associés de la Société conformément à l'article 148 de la Loi.

L'associé unique décide finalement de donner instruction au Liquidateur de réaliser, au mieux et eu égard aux circonstances, tous les actifs de la Société, et de payer toutes les dettes de la Société.

Quatrième résolution

L'associé unique décide (i) de reconnaître, approuver, ratifier et reprendre au compte de la Société tous les actes pris par les gérants de la Société pour la période débutant à la date de constitution de la Société et se terminant à ce jour, (ii) de renoncer à son droit d'exercer tout recours à l'encontre des gérants de la Société pour tout acte accompli dans le cadre de leurs mandats respectifs et (iii) de leur accorder décharge pour l'exécution de leurs mandats respectifs jusqu'à ce jour.

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations ou charges de quelle nature que ce soit qui seront supportés par la Société en conséquence du présent acte sont estimés approximativement à mille deux cents euros (EUR 1.200,-).

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais confirme qu'à la demande des parties comparantes, le présent acte a été rédigé en anglais, suivi d'une traduction française. A la demande de ces mêmes parties comparantes, en cas de divergence entre la version anglaise et la version française, la version anglaise fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite au mandataire de la partie comparante, le mandataire a signé avec Nous, Notaire, le présent acte original.

Signé: R. Thill et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 18 décembre 2013. Relation: LAC/2013/58155. Reçu douze euros (EUR 12,-).

Le Receveur ff. (signé): Carole FRISING.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 décembre 2013.

Référence de publication: 2013181846/139.

(130221974) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 décembre 2013.

Shannon S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 18.226.932,00.

Siège social: L-1411 Luxembourg, 2, rue des Dahlias.

R.C.S. Luxembourg B 162.792.

In the year two thousand thirteen, on the sixth of December.

Before Maître Henri Hellinckx, notary public residing in Luxembourg.

There appeared:

Pavone SICAV-FIS, a public limited liability company qualifying as an investment company with variable capital - specialized investment fund, having its registered office at 5, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 156.535 (the "Sole Shareholder"),

here represented by Mr Christophe Cahuzac, with professional address at 2, rue des Dahlias L-1411 Luxembourg by virtue of a proxy given under private seal.

Such proxy having been signed "ne varietur" by the proxy-holder acting on behalf of the appearing party and the undersigned notary, shall remain attached to this deed to be filed with such deed with the registration authorities.

The appearing party, represented as stated here above, has requested the undersigned notary to record as follows:

I.- The appearing party is the sole shareholder of Shannon S.à r.l., a private limited liability company incorporated under the laws of Luxembourg, having its registered office at 2, rue des Dahlias, L-1411 Luxembourg, incorporated by a deed enacted by Maître Jean Seckler, prenamed, on 29 July 2011, published in the "Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations" (the "Memorial C") number 2469 dated 13 October 2011, and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 162.792 (the "Company").

The articles of association of the Company have been for the last time amended by a deed enacted by Maître Francis Kessler, notary established in Esch-sur-Alzette, on December 21, 2012, published in the Memorial C number 607 of 12 March 2013.

II. - The share capital of the Company is set at nineteen million five hundred eighty three thousand three hundred eighty two Euro (EUR 19.583.382), represented by nineteen million five hundred eighty three thousand three hundred eighty two (19.583.382) shares in registered form, with a par value of one Euro (eUr 1) each, all subscribed and fully paid-up, representing the whole share capital of the Company, are represented so that the meeting can validly decide on all the items of the agenda of which the Sole Shareholder expressly states having been duly informed beforehand.

III. - The agenda of the meeting is the following:

Agenda

- 1) Approval of the capital decrease of Shannon S.à r.l.;
- 2) Approval of the amendment of the first paragraph of the article 5 of the articles of association of Shannon S.à r.l.; and
- 3) Miscellaneous.

IV. that the Sole Shareholder has taken the following resolutions:

First resolution

It was resolved to decrease the share capital of the Company by an amount of five million seven hundred thousand Polish Zloty (PLN 5,700,000) converted to EUR at the current exchange rate of one (1) EUR for four Polish Zloty and twenty Groszy into one million three hundred fifty six thousand four hundred fifty Euro (EUR 1,356,450) so as to decrease it from its current amount of nineteen million five hundred eighty-three thousand three hundred eighty-two Euro (EUR 19,583,382) to eighteen million two hundred twenty six thousand nine hundred thirty two Euro (EUR 18.226.932) by the redemption of one million three hundred fifty six thousand four hundred fifty (1.356.450) shares with a par value of one Euro (EUR 1) each currently held by the Sole Shareholder, with a payment in cash to the Sole Shareholder in an amount of EUR 1,356,450 with effect as of the present deed.

Second resolution

As a consequence of the foregoing resolution, it was resolved to cancel the shares accordingly and to amend the first paragraph of the article 5 of the articles of association of the Company to be read as follows:

" **5.1.** The share capital is set at eighteen million two hundred twenty six thousand nine hundred thirty two Euro (EUR 18,226,932), represented by eighteen million two hundred twenty six thousand nine hundred thirty two (18.226.932) shares in registered form, with a par value of one Euro (EUR 1) each, all subscribed and fully paid-up."

Estimate of costs

The costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the Company or which shall be charged to it in connection with this deed, have been estimated at about EUR 1,500.-.

There being no further business before the meeting, the same was thereupon adjourned.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing, it signed together with us, the notary, the present original deed.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a French translation. On request of the same appearing person and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille treize, le six décembre.

Par-devant Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg.

A comparu:

Pavone SICAV-FIS, une société anonyme de droit luxembourgeois existant sous la forme de société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé, ayant son siège social sis à 5, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 156.535 (l'Associé Unique),

ici dûment représentée par M. Christophe Cahuzac, avec adresse professionnelle au 2, rue des Dahlias, L-1411 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Ladite procuration ayant été paraphée «ne varietur» par le mandataire agissant au nom et pour le compte de la partie comparante et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être soumis ensemble aux formalités d'enregistrement.

La partie comparante, ainsi représentée, a requis le notaire d'acter ce qui suit:

I.- La partie comparante est l'associé unique de Shannon S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit Luxembourgeois, ayant son siège social sis au 2 rue des Dahlias, L-1411 Luxembourg, constituée suivant l'acte de Maître Jean Seckler, notaire de résidence à Luxembourg, le 29 juillet 2011, publié dans le Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le "Mémorial") numéro 2469 en date du 13 octobre 2011 et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 162.792 (la «Société»).

Les statuts de la Société ont été modifiés pour la dernière fois par un acte du Maître Francis Kessler, prénommé, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, le 21 décembre 2012, publié au Mémorial C sous le numéro 607 le 12 mars 2013.

II.- Le capital social de la Société est établi à dix-neuf millions cinq cent quatre-vingt-trois mille trois cent quatre-vingt-deux Euros (EUR 19.583.382), représenté dix-neuf millions cinq cent quatre-vingt-trois mille trois cent quatre-vingt-deux (19.583.382) parts sociales d'une valeur nominale de un Euro (1 Euro) chacune, entièrement souscrites et libérées, représentant la totalité du capital social, de sorte que l'assemblée peut valablement se prononcer sur tous les points figurant à l'ordre du jour dont l'Associé Unique reconnaît expressément avoir été dûment et préalablement informé.

III.- L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

Ordre du jour

1. Approbation de la réduction du capital social de Shannon S.à r.l.;
 2. Approbation de la modification du premier paragraphe de l'article 5 des statuts de Shannon S.à r.l.; et
 3. Divers.
- IV.- que l'Associé unique a pris les résolutions suivantes:

Première résolution

Il est décidé de réduire le capital social de la Société d'un montant de cinq millions sept cent mille Zloty Polonais valant au taux de change à la date du présent acte le montant d'un million trois cents cinquante-six mille quatre cent cinquante Euros (EUR 1.356.450) afin de le porter de son montant actuel de dix-neuf millions cinq cent quatre-vingt-trois mille trois cent quatre-vingt-deux Euros (19.583.382 Euros) à dix-huit millions deux cent vingt-six mille neuf cent trente-deux Euros (EUR 18.226.932) par voie de rachat de un million trois cent cinquante-six mille quatre cent cinquante (1.356.450) parts sociales d'une valeur nominale de 1 EUR (un Euro) chacune détenues par l'Associé Unique, avec un paiement en espèces à l'Associé Unique d'un montant de EUR 1.356.450.-, avec effet à compter du présent acte.

Deuxième résolution

En conséquence de ce qui précède, il est décidé d'annuler les parts sociales à due proportion et de modifier le paragraphe premier de l'article 5 des statuts de la Société afin de lui donner la teneur suivante:

" 5.1. Le capital social de la société est fixé à dix-huit millions deux cent vingt-six mille neuf cent trente-deux Euros (EUR 18.226.932), représenté par dix-huit millions deux cent vingt-six mille neuf cent trente-deux (18.226.932) parts sociales sous forme nominative de un Euro (1 Euro) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées."

Estimation des frais

Les coûts, frais, taxes et charges, sous quelque forme que ce soit, devant être supportés par la Société ou devant être payés par elle en rapport avec la présente augmentation de capital, ont été estimés à EUR 1.500.-.

Aucun autre point n'ayant été soulevé, l'assemblée a été clôturée.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Lecture ayant été faite de ce document au mandataire de la partie comparante, ce mandataire de la partie comparante a signé avec nous, notaire, l'original du présent acte.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle anglais, déclare que, sur demande de la partie comparante, le présent acte est établi en anglais suivi d'une traduction en français. Sur demande de la même partie comparante, en cas de divergences entre les textes anglais et français, la version anglaise prévaudra.

Signé: C. CAHUZAC et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 13 décembre 2013. Relation: LAC/2013/57313. Reçu soixante-quinze euros (75,- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société sur demande, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 décembre 2013.

Référence de publication: 2013181886/127.

(130221706) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 décembre 2013.

SB-Finance, Société Anonyme.

Siège social: L-8399 Windhof, 11, rue des Trois Cantons.

R.C.S. Luxembourg B 104.575.

L'an deux mille treize, le vingt-septième jour du mois de novembre.

Par-devant Nous Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg, (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires (l'"Assemblée") de "SB-FINANCE", une société anonyme régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, établie et ayant son siège social à L-8399 Windhof, 11, rue des 3 Cantons, bâtiment Alto, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 104575, (la "Société"), constituée suivant acte reçu par Maître Urbain THOLL, notaire de résidence à Mersch, en date du 3 décembre 2004, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 175 du 25 février 2005, et dont les statuts (les "Statuts") n'ont plus été modifiés depuis lors.

L'Assemblée est présidée par Monsieur Christian DOSTERT, employé, demeurant professionnellement à L-1466 Luxembourg, 12, rue Jean Engling.

Le Président désigne Madame Monique GOERES, employée, demeurant professionnellement à L-1466 Luxembourg, 12, rue Jean Engling, comme secrétaire.

L'Assemblée choisit Monsieur Mohamed DJELIL, employé, demeurant professionnellement à L-8399 Windhof, 6, rue d'Arlon, comme scrutateur.

Le bureau ayant ainsi été constitué, le Président a déclaré et requis le notaire instrumentant d'acter:

A) Que l'ordre du jour de l'Assemblée est le suivant:

Ordre du jour:

1. Modification du régime de signature statutaire des administrateurs;

2. Refonte complète des Statuts afin de les mettre en conformité avec les dispositions actuelles de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et notamment avec les dispositions de la loi du 25 août 2006, introduisant, entre autres, la société anonyme unipersonnelle avec un administrateur unique, sans en modifier ses caractéristiques essentielles, comme l'objet social, l'année sociale et la date d'assemblée générale annuelle;

3. Divers.

B) Que les actionnaires, présents ou représentés, ainsi que le nombre de actions possédées par chacun d'eux, sont portés sur une liste de présence; cette liste de présence est signée par les actionnaires présents, les mandataires de ceux représentés, les membres du bureau de l'Assemblée et le notaire instrumentant.

C) Que les procurations des actionnaires représentés, signées "ne varietur" par les membres du bureau de l'Assemblée et le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte pour être formalisée avec lui.

D) Que l'intégralité du capital social étant présente ou représentée et que les actionnaires, présents ou représentés, déclarent avoir été dûment notifiés et avoir eu connaissance de l'ordre du jour préalablement à cette Assemblée et renoncer aux formalités de convocation d'usage, aucune autre convocation n'était nécessaire.

E) Que la présente Assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement sur les objets portés à l'ordre du jour.

Ensuite l'Assemblée, après délibération, a pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Assemblée décide:

- de modifier le régime de signature statutaire des administrateurs et d'adopter en conséquence pour lui la teneur comme reproduite dans ci-après dans l'article 13 des statuts refondus; et

- de refondre complètement les statuts, afin de les mettre en conformité avec les dispositions actuelles de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et notamment avec les dispositions de la loi du 25 août 2006, introduisant, entre autres, la société anonyme unipersonnelle avec un administrateur unique, sans en modifier ses caractéristiques essentielles, comme l'objet social, l'année sociale et la date d'assemblée générale annuelle.

Lesdits STATUTS auront désormais la teneur suivante:

I. Nom - Durée - Objet - Siège social

Art. 1^{er}. Il existe une société anonyme sous la dénomination de "SB-FINANCE", (la "Société"), régie par les présents statuts (les "Statuts") ainsi que par les lois respectives et plus particulièrement par la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales (la "Loi").

Art. 2. La durée de la Société est illimitée.

Art. 3. La Société a pour objet toutes les opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise luxembourgeoise ou étrangère, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

Elle pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres et brevets de toute origine et autres droits s'attachant à ces brevets ou pouvant les compléter, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et brevets et autres droits s'attachant à ces brevets ou pouvant les compléter, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement, faire mettre en valeur ces affaires et brevets. Elle pourra emprunter et accorder aux sociétés auxquelles elle s'intéresse tous concours, prêts, avances ou garanties.

Elle prendra toutes les mesures pour sauvegarder ses droits et fera toutes opérations généralement quelconques, commerciales, industrielles et financières, tant mobilières qu'immobilières, qui se rattachent à son objet ou qui le favorisent.

Elle pourra emprunter, hypothéquer ou gager ses biens au profit d'autres entreprises ou sociétés. Elle pourra également se porter caution pour d'autres sociétés ou tiers.

La Société exercera son activité tant au Grand-Duché de Luxembourg, qu'à l'étranger.

Art. 4. Le siège social est établi dans la commune de Koerich (Grand-Duché de Luxembourg).

Le siège social de la Société pourra être transféré à tout autre endroit dans la commune du siège social par une simple décision du conseil d'administration ou de l'administrateur unique.

Il peut-être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par décision de l'assemblée des actionnaires délibérant comme en matière de modification des statuts.

La Société pourra établir des filiales, succursales, agences ou sièges administratifs aussi bien dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger par une simple décision du conseil d'administration la Société ou, dans le cas d'un administrateur unique, par une décision de l'administrateur unique.

II. Capital social - Actions

Art. 5. Le capital souscrit de la Société est fixé à trente et un mille euros (31.000,- EUR), représenté par cent (100) actions avec une valeur nominale de trois cent dix euros (310,- EUR) chacune, entièrement libérées.

Le capital social peut être augmenté ou réduit par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des Statuts.

La Société peut, aux conditions et aux termes prévus par la Loi racheter ses propres actions.

Art. 6. Les actions de la Société sont nominatives ou au porteur ou pour partie nominatives et pour partie au porteur au choix des actionnaires, sauf dispositions contraires de la Loi.

Il est tenu au siège social un registre des actions nominatives, dont tout actionnaire pourra prendre connaissance. Ce registre contiendra les indications prévues à l'article 39 de la Loi. La propriété des actions nominatives s'établit par une inscription sur ledit registre.

Des certificats constatant ces inscriptions au registre seront délivrés, signés par deux administrateurs ou, si la Société n'a qu'un seul administrateur, par cet administrateur.

La Société pourra émettre des certificats représentatifs d'actions au porteur. Les actions au porteur porteront les indications prévues par l'article 41 de la Loi et seront signées par deux (2) administrateurs ou, si la Société n'a qu'un seul administrateur, par cet administrateur.

La signature peut être soit manuscrite, soit imprimée, soit apposée au moyen d'une griffe.

Toutefois l'une des signatures peut être apposée par une personne déléguée à cet effet par le conseil d'administration. En ce cas, elle doit être manuscrite.

Une copie certifiée conforme de l'acte conférant à cet effet délégation à une personne ne faisant pas partie du conseil d'administration, sera déposée préalablement conformément à l'article 9, §§ 1 et 2 de la Loi.

La Société ne reconnaît qu'un propriétaire par action; si la propriété de l'action est indivise, démembrée ou litigieuse, les personnes invoquant un droit sur l'action devront désigner un mandataire unique pour présenter l'action à l'égard de la Société. La Société aura le droit de suspendre l'exercice de tous les droits y attachés jusqu'à ce qu'une seule personne ait été désignée comme étant à son égard propriétaire.

III. Assemblées générales des actionnaires Décisions de l'actionnaire unique

Art. 7. L'assemblée des actionnaires de la Société régulièrement constituée représentera tous les actionnaires de la Société. Elle aura les pouvoirs les plus larges pour ordonner, faire ou ratifier tous les actes relatifs aux opérations de la Société.

Lorsque la Société compte un actionnaire unique, il exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale.

L'assemblée générale est convoquée par le conseil d'administration. Elle peut l'être également sur demande d'actionnaires représentant un dixième au moins du capital social.

Art. 8. L'assemblée générale annuelle des actionnaires se tiendra le dernier samedi du mois de juin à 10.00 heures au siège social de la Société ou à tout autre endroit qui sera fixé dans l'avis de convocation.

Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée générale annuelle se tiendra le premier jour ouvrable qui suit.

D'autres assemblées des actionnaires pourront se tenir aux heures et lieux spécifiés dans les avis de convocation.

Les quorum et délais requis par la Loi régleront les avis de convocation et la conduite des assemblées des actionnaires de la Société, dans la mesure où il n'est pas autrement disposé dans les présents Statuts.

Tout actionnaire pourra prendre part aux assemblées des actionnaires en désignant par écrit, par courrier électronique, par télécopie ou par tout autre moyen de communication similaire une autre personne comme son mandataire.

L'utilisation d'équipement pour conférences vidéo, conférences téléphoniques ou tout autre moyen de télécommunication est autorisée et les actionnaires utilisant ces technologies seront présumés être présents et seront autorisés à voter par vidéo, par téléphone ou par tout autre moyen de télécommunication. Après délibération, les votes pourront aussi être exprimés par écrit ou par télécopie, télégramme, télex, téléphone ou tout autre moyen de télécommunication, étant entendu que dans ce dernier cas le vote devra être confirmé par écrit. Tout actionnaire peut aussi voter par correspondance, en retournant un formulaire dûment complété et signé (le "formulaire") envoyé par le conseil d'administration, l'administrateur unique ou deux administrateurs, suivant le cas et contenant les mentions suivantes en langue anglaise et française:

- a) le nom et l'adresse de l'actionnaire;
- b) le nombre d'actions qu'il détient;
- c) chaque résolution sur laquelle un vote est requis;
- d) une déclaration par laquelle l'actionnaire reconnaît avoir été informé de la/des résolution(s) pour lesquelles un vote est requis;
- e) une case pour chaque résolution à considérer;
- f) une invitation à cocher la case correspondant aux résolutions que l'actionnaire veut approuver, rejeter ou s'abstenir de voter;
- g) une mention de l'endroit et de la date de signature du formulaire;
- h) la signature du formulaire et une mention de l'identité du signataire autorisé selon le cas; et
- i) la déclaration suivante: "A défaut d'indication de vote et si aucune case n'est cochée, le formulaire est nul." L'indication de votes contradictoires au regard d'une résolution sera assimilée à une absence d'indication de vote. Le formulaire peut être utilisé pour des assemblées successives convoquées le même jour. Les votes par correspondance ne sont pris en compte que si le formulaire parvient à la Société deux jours au moins avant la réunion de l'assemblée. Un actionnaire ne peut pas adresser à la Société à la fois une procuration et le formulaire. Toutefois, si ces deux documents parvenaient à la Société, le vote exprimé dans le formulaire primera.

Dans la mesure où il n'en est pas autrement disposé par la Loi ou les Statuts, les décisions d'une assemblée des actionnaires dûment convoquée sont prises à la majorité simple des votes des actionnaires présents ou représentés.

Le conseil d'administration peut déterminer toutes autres conditions à remplir par les actionnaires pour prendre part à toute assemblée des actionnaires.

Si tous les actionnaires sont présents ou représentés lors d'une assemblée des actionnaires, et s'ils déclarent connaître l'ordre du jour, l'assemblée pourra se tenir sans avis de convocation préalables.

Les décisions prises lors de l'assemblée sont consignées dans un procès-verbal signé par les membres du bureau et par les actionnaires qui le demandent. Si la Société compte un actionnaire unique, ses décisions sont également écrites dans un procès-verbal.

IV. Conseil d'administration

Art. 9. La Société sera administrée par un conseil d'administration composé de trois membres au moins, qui n'ont pas besoin d'être actionnaires de la Société.

Toutefois, lorsque la Société est constituée par un actionnaire unique ou que, à une assemblée générale des actionnaires, il est constaté que celle-ci n'a plus qu'un actionnaire unique, la composition du conseil d'administration peut être limitée à un (1) membre jusqu'à l'assemblée générale ordinaire suivant la constatation de l'existence de plus d'un actionnaire.

Les administrateurs seront élus par l'assemblée générale des actionnaires qui fixe leur nombre, leurs émoluments et la durée de leur mandat. Les administrateurs sont élus pour un terme qui n'excédera pas six (6) ans, jusqu'à ce que leurs successeurs soient élus.

Les administrateurs seront élus à la majorité des votes des actionnaires présents ou représentés.

Tout administrateur pourra être révoqué avec ou sans motif à tout moment par décision de l'assemblée générale des actionnaires.

Au cas où le poste d'un administrateur devient vacant à la suite de décès, de démission ou autrement, cette vacance peut être temporairement comblée jusqu'à la prochaine assemblée générale, aux conditions prévues par la Loi.

Art. 10. Le conseil d'administration devra choisir en son sein un président et pourra également choisir parmi ses membres un vice-président. Il pourra également choisir un secrétaire qui n'a pas besoin d'être administrateur et qui sera en charge de la tenue des procès-verbaux des réunions du conseil d'administration et des assemblées générales des actionnaires.

Le conseil d'administration se réunira sur la convocation du président ou de deux administrateurs, au lieu indiqué dans l'avis de convocation.

Le président présidera toutes les assemblées générales des actionnaires et les réunions du conseil d'administration; en son absence l'assemblée générale ou le conseil d'administration pourra désigner à la majorité des personnes présentes à cette assemblée ou réunion un autre administrateur pour assumer la présidence pro tempore de ces assemblées ou réunions.

Avis écrit de toute réunion du conseil d'administration sera donné à tous les administrateurs au moins vingt-quatre heures avant la date prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas la nature et les motifs de cette urgence seront mentionnés dans l'avis de convocation. Il pourra être passé outre à cette convocation à la suite de l'assentiment de chaque administrateur par écrit, par courrier électronique, par télécopie ou par tout autre moyen de communication similaire. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour une réunion du conseil d'administration se tenant à une heure et un endroit déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le conseil d'administration.

Tout administrateur pourra se faire représenter à toute réunion du conseil d'administration en désignant par écrit, par courrier électronique, par télécopie ou par tout autre moyen de communication similaire un autre administrateur comme son mandataire.

Un administrateur peut représenter plusieurs de ses collègues.

Tout administrateur peut participer à une réunion du conseil d'administration par visioconférence ou par des moyens de télécommunication permettant son identification.

Ces moyens doivent satisfaire à des caractéristiques techniques garantissant une participation effective à la réunion du conseil dont les délibérations sont retransmises de façon continue. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une présence en personne à une telle réunion. La réunion tenue par de tels moyens de communication à distance est réputée se tenir au siège de la Société.

Le conseil d'administration ne pourra délibérer ou agir valablement que si la moitié au moins des administrateurs est présente ou représentée à la réunion du conseil d'administration.

Les décisions sont prises à la majorité des voix des administrateurs présents ou représentés à cette réunion. En cas de partage des voix, le président du conseil d'administration aura une voix prépondérante.

Le conseil d'administration pourra, à l'unanimité, prendre des résolutions par voie circulaire en exprimant son approbation par écrit, par courrier électronique, par télécopie ou par tout autre moyen de communication similaire, à confirmer le cas échéant par courrier, le tout ensemble constituant le procès-verbal faisant preuve de la décision intervenue.

Art. 11. Les procès-verbaux de toutes les réunions du conseil d'administration seront signés par le président ou, en son absence, par le vice-président, ou par deux administrateurs. Les copies ou extraits des procès-verbaux destinés à servir en justice ou ailleurs seront signés par le président ou par deux administrateurs. Lorsque le conseil d'administration est composé d'un seul membre, ce dernier signera.

Art. 12. Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus larges de passer tous actes d'administration et de disposition dans l'intérêt de la Société.

Tous pouvoirs que la Loi ou ces Statuts ne réservent pas expressément à l'assemblée générale des actionnaires sont de la compétence du conseil d'administration.

Lorsque la Société compte un seul administrateur, il exerce les pouvoirs dévolus au conseil d'administration.

La gestion journalière de la Société ainsi que la représentation de la Société en ce qui concerne cette gestion pourront, conformément à l'article 60 de la Loi, être déléguées à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants et autres agents, associés ou non, agissant seuls ou conjointement. Leur nomination, leur révocation et leurs attributions seront réglées par une décision du conseil d'administration. La délégation à un membre du conseil d'administration impose au conseil l'obligation de rendre annuellement compte à l'assemblée générale ordinaire des traitements, émoluments et avantages quelconques alloués au délégué.

La Société peut également conférer tous mandats spéciaux par procuration authentique ou sous seing privé.

Art. 13. La Société sera engagée (i) par la signature collective de deux (2) administrateurs, (ii) par la signature individuelle de l'administrateur-délégué ou (iii) par la seule signature de toute(s) personne(s) à laquelle (auxquelles) pareils pouvoirs de signature auront été délégués par le conseil d'administration.

Lorsque le conseil d'administration est composé d'un (1) seul membre, la Société sera valablement engagée, en toutes circonstances et sans restrictions, par la signature individuelle de l'administrateur unique.

V. Surveillance de la Société

Art. 14. Les opérations de la Société seront surveillées par un (1) ou plusieurs commissaires aux comptes qui n'ont pas besoin d'être actionnaire.

L'assemblée générale des actionnaires désignera les commissaires aux comptes et déterminera leur nombre, leurs rémunérations et la durée de leurs fonctions qui ne pourra excéder six (6) années.

VI. Exercice social - Bilan

Art. 15. L'exercice social commencera le premier janvier de chaque année et se terminera le trente et un décembre de la même année.

Art. 16. Sur les bénéfices nets de la Société, il sera prélevé cinq pour cent (5%) pour la formation d'un fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque et aussi longtemps que la réserve légale atteindra dix pour cent (10%) du capital social.

Sur recommandation du conseil d'administration l'assemblée générale des actionnaires décide de l'affectation du solde des bénéfices annuels nets. Elle peut décider de verser la totalité ou une part du solde à un compte de réserve ou de provision, de le reporter à nouveau ou de le distribuer aux actionnaires comme dividendes.

Le conseil d'administration peut procéder à un versement d'acomptes sur dividendes dans les conditions fixées par la Loi. Il déterminera le montant ainsi que la date de paiement de ces acomptes.

Des dividendes peuvent également être payés sur bénéfices reportés d'exercices antérieurs. Les dividendes seront payés en euros ou par distribution gratuite d'actions de la Société ou autrement en nature selon la libre appréciation des administrateurs, et peuvent être distribués à tout moment à déterminer par le conseil d'administration.

Le paiement de dividendes sera fait aux actionnaires à l'adresse indiquée dans le registre des actions. Aucun intérêt ne sera dû par la Société sur dividendes distribués mais non revendiqués.

VII. Liquidation

Art. 17. En cas de dissolution de la Société, il sera procédé à la liquidation par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs (qui peuvent être des personnes physiques ou morales) nommés par l'assemblée générale des actionnaires qui déterminera leurs pouvoirs et leurs rémunérations.

VIII. Modification des statuts

Art. 18. Les Statuts pourront être modifiés par une assemblée générale des actionnaires statuant aux conditions de quorum et de majorité prévues par l'article 67-1 de la Loi.

IX. Dispositions finales - Loi applicable

Art. 19. Pour toutes les matières qui ne sont pas régies par les présents Statuts, les parties se réfèrent aux dispositions de la Loi.

Deuxième résolution

L'Assemblée demande au conseil d'administration la conversion des titres au porteur, actuellement émises, en actions nominatives.

A cet effet l'Assemblée donne pouvoir et autorise tout administrateur de la Société, agissant individuellement, de procéder à la lacération des titres au porteur ainsi qu'à l'établissement d'un registre des actionnaires.

Aucun autre point n'étant porté à l'ordre du jour de l'Assemblée et aucun des actionnaires présents ou représentés ne demandant la parole, le Président a ensuite clôturé l'Assemblée.

Frais

Le montant total des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société, ou qui sont mis à sa charge à raison des présentes, est évalué approximativement à neuf cent dix euros.

DONT ACTE, le présent acte a été passé à Luxembourg, à la date indiquée en tête des présentes.

Après lecture du présent acte aux comparants, connus du notaire par noms, prénoms, état civil et domiciles, lesdits comparants ont signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: C. DOSTERT, M. GOERES, M. DJELIL, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 28 novembre 2013 LAC/2013/53966. Reçu soixante-quinze euros (75,- €).

Le Releveur (signé): Irène THILL.

Pour expédition conforme délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23 décembre 2013.

Référence de publication: 2013181905/272.

(130221729) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 décembre 2013.

G-Team S. à r. l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8399 Windhof, 9, route des Trois Cantons.
R.C.S. Luxembourg B 164.195.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014003615/10.

(140003226) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 janvier 2014.

Global Emergency Services S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 51, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 157.798.

Le Bilan au 31 décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014003619/10.

(140003163) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 janvier 2014.

DSI International S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 200.000,00.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 97.196.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014003560/9.

(140003032) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 janvier 2014.

Duferco Logistic S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.
R.C.S. Luxembourg B 132.710.

EXTRAIT

Comme décidé durant le Conseil d'Administration du 09 décembre 2013, la Société prend acte du changement de siège social au 6, rue Guillaume Schneider, L-2522 Luxembourg avec effet au 1^{er} janvier 2014.

La Société prend également acte que l'adresse de Julien Guillaume, Administrateur, est la suivante:

- 6, rue Guillaume Schneider, L-2522 Luxembourg

La Société prend également acte que l'adresse de Bruno Beernaerts, Administrateur, est la suivante:

- 162, rue de Reckenthal, L-2410 Strassen

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 07 janvier 2014.

Référence de publication: 2014003564/16.

(140003082) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 janvier 2014.

Duferco Participations Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.
R.C.S. Luxembourg B 49.308.

EXTRAIT

Comme décidé durant le Conseil d'Administration du 17 décembre 2013, la Société prend acte du changement de siège social au 6, rue Guillaume Schneider, L-2522 Luxembourg avec effet au 1^{er} janvier 2014.

La Société prend également acte que l'adresse de Julien Guillaume, Administrateur B, est la suivante:

- 6, rue Guillaume Schneider, L-2522 Luxembourg

La Société prend également acte que l'adresse de Bruno Beernaerts, Administrateur B, est la suivante:

- 162, rue de Reckenthal, L-2410 Strassen

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 07 janvier 2014.

Référence de publication: 2014003565/16.

(140003198) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 janvier 2014.

Endo Global S.A. SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.

R.C.S. Luxembourg B 163.034.

Conformément aux dispositions de l'article 51 bis de la loi du 25 août 2006 sur les sociétés commerciales, l'Administrateur VALON S.A., société anonyme, R.C.S. Luxembourg, B - 63 143, ayant son siège social au 42, Rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg, a désigné Monsieur Jean-Marie BETTINGER, domicilié professionnellement au 42, Rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg, comme représentant permanent chargé de l'exécution de cette mission au nom et pour son compte au Conseil d'Administration de la société ENDO GLOBAL S.A. SPF, société anonyme, en remplacement de Monsieur Cédric JAUQUET.

Luxembourg, le 07 janvier 2013.

Pour: ENDO GLOBAL S.A. SPF

Société anonyme

Experta Luxembourg

Société anonyme

Aurélie Katola / Isabelle Marechal-Gerlaxhe

Référence de publication: 2014003580/19.

(140003242) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 janvier 2014.

CF Special Opportunities S.A., Société Anonyme de Titrisation.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 150.089.

Extrait de la résolution prise par le conseil d'administration en date du 6 janvier 2014

Est nommé réviseur d'entreprises agréé pour une durée indéterminée:

ATWELL, Société à responsabilité limitée

17, rue des Jardiniers, L-1835 Luxembourg

Dûment représenté par Christophe DESCHAMPS, Partner.

Pour extrait conforme,

Luxembourg, le 6 janvier 2014.

Référence de publication: 2014003534/14.

(140002965) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 janvier 2014.

Chamisco, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1148 Luxembourg, 24, rue Jean l'Aveugle.

R.C.S. Luxembourg B 170.563.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Signatures

Gérant

Référence de publication: 2014003535/12.

(140003379) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 janvier 2014.

Nerium S.A., Société Anonyme.

R.C.S. Luxembourg B 150.904.

—
EXTRAIT

Le contrat de domiciliation, et en conséquence le siège social de la société Nerium S.A. (RCS B-150904) à L-1637 Luxembourg, 1 rue Goethe, ont été dénoncés en date du 31 décembre 2013.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Alpha Expert S.A.

Référence de publication: 2014001062/11.

(130224176) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 janvier 2014.

Open Marketing Solutions Worldwide S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 166.168.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Open Marketing Solutions Worldwide S.à r.l.

Intertrust (Luxembourg) S.à r.l.

Référence de publication: 2014001081/11.

(140000144) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 janvier 2014.

Reflexolux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-7520 Mersch, 12, avenue Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 163.112.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014002568/9.

(140001996) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 janvier 2014.

Riomas S.A. - S.P.F., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1220 Luxembourg, 196, rue de Beggen.

R.C.S. Luxembourg B 52.317.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014002577/9.

(140001491) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 janvier 2014.

RL Private Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 11A, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 142.985.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014002579/9.

(140001836) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 janvier 2014.

Sanidubrulux, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4818 Rodange, 8, avenue Dr. Gaasch.

R.C.S. Luxembourg B 107.050.

Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014002604/9.

(140001416) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 janvier 2014.

Paul Capital European Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1940 Luxembourg, 174, route de Longwy.

R.C.S. Luxembourg B 91.868.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014002526/9.

(140001386) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 janvier 2014.

Parkett Dier G.m.b.H., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6617 Wasserbillig, 64, route d'Echternach.

R.C.S. Luxembourg B 118.743.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014002535/9.

(140001906) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 janvier 2014.

P M R, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6930 Mensdorf, 3, op der Danzplaz.

R.C.S. Luxembourg B 129.898.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014002516/9.

(140002070) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 janvier 2014.

Daki S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2530 Luxembourg, 4, rue Henri M. Schnadt.

R.C.S. Luxembourg B 72.213.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014002912/9.

(140002609) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 janvier 2014.

Voltaire Investment SA, Société Anonyme.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 55, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 26.320.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014002699/9.

(140001343) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 janvier 2014.

Smartmove S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-7516 Rollingen, 1, rue Belle-Vue.

R.C.S. Luxembourg B 132.277.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014003238/9.

(140002291) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 janvier 2014.

Smartmove S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-7516 Rollingen, 1, rue Belle-Vue.

R.C.S. Luxembourg B 132.277.

Les comptes annuels au 31 décembre 2007 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014003242/9.

(140002295) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 janvier 2014.

Abbott International Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 145.772.

Les comptes annuels au 31 Décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014003417/9.

(140003276) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 janvier 2014.

Sole Resorts S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 72.814.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014003245/9.

(140002259) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 janvier 2014.

Smartmove S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-7516 Rollingen, 1, rue Belle-Vue.

R.C.S. Luxembourg B 132.277.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014003240/9.

(140002293) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 janvier 2014.

Smartmove S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-7516 Rollingen, 1, rue Belle-Vue.

R.C.S. Luxembourg B 132.277.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014003237/9.

(140002290) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 janvier 2014.

Pats S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 78.724.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014003168/9.

(140002265) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 janvier 2014.

Simi Consult S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 3A, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 95.551.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2014003901/9.
(140002913) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 janvier 2014.

Campus Contern Colibri S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5326 Contern, 17, rue Edmond Reuter.
R.C.S. Luxembourg B 143.596.

Les comptes annuels au 30 juin 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2014002104/9.
(140001593) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 janvier 2014.

Go S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1660 Luxembourg, 30, Grand-rue.
R.C.S. Luxembourg B 161.228.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2014003633/9.
(140003532) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 janvier 2014.

GYT S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1626 Luxembourg, 6, rue des Girondins.
R.C.S. Luxembourg B 89.230.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2014003639/9.
(140003205) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 janvier 2014.

Federspiel Federspiel S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-7258 Helmsange, 5, rue des Pommiers.
R.C.S. Luxembourg B 154.753.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2014003601/9.
(140003209) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 janvier 2014.

Pyxis Commercial Management, Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 217, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 156.230.

Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2014002553/9.
(140001890) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 janvier 2014.
